
MAPS NIGER-APPENDICE DE LA PHASE IV: DESCRIPTION DU SECTEUR PRIVÉ ET PRESENTATIONS DE L'ENQUÊTE POUR LES GROUPES D'ÉTUDES

RAPPORT FINAL

*Bureau pour l'Asie et l'Entreprise Privée
Agence Américaine pour le Développement International*

Préparé pour: USAID/Niger

*Préparé par: Michael Borish, J.E. Austin Associates
Karen Hendrixson, The Services Group
Richard Vengroff, University of Connecticut*

*Parrainé par: Project de Soutien au Développement de l'Entreprise
Privée II
Numéro du Projet: 940-2028.03
Responsable: Ernst & Young*

Juillet 1991

MAPS NIGER-APPENDICE DE LA PHASE IV: DESCRIPTION DU SECTEUR PRIVÉ ET PRESENTATIONS DE L'ENQUÊTE POUR LES GROUPES D'ÉTUDES

RAPPORT FINAL

*Bureau pour l'Asie et l'Entreprise Privée
Agence Américaine pour le Développement International*

Préparé pour: USAID/Niger

*Préparé par: Michael Borish, J.E. Austin Associates
Karen Hendrixson, The Services Group
Richard Vengroff, University of Connecticut*

*Parrainé par: Project de Soutien au Développement de l'Entreprise
Privée II
Numéro du Projet: 940-2028.03
Responsable: Ernst & Young*

Juillet 1991

APPENDICE DE LA PHASE IV: DESCRIPTION DU SECTEUR PRIVÉ ET PRESENTATIONS DE L'ENQUÊTE POUR LES GROUPES D'ÉTUDES

I. INTRODUCTION

Les sections suivantes (II et III) représentent des résumés d'ensemble des conclusions des plus longs et détaillés rapports MAPS Description du Secteur Privé (phase II) et Enquête sur le Diagnostic du Secteur Privé (phase III). Ces rapports et résumés ont servi de base aux présentations au secteur privé nigérien, au gouvernement, et à la communauté donatrice en juin 1991. Graphiques sont inclus dans le dernier chapitre. Il est recommandé aux lecteurs de compulsier les plus larges rapports des Phases II et III, ainsi que le document Phase IV Dialogue avec le Secteur Privé (dont ceci est un appendice), pour plus de détails sur et une analyse plus approfondie de l'économie du Niger et du secteur privé.

Comme pour la préparation de toutes les autres activités et documents de MAPS sur le Niger, l'équipe de MAPS voudrait remercier également les dizaines de personnes dans le secteur public et privé, et dans la communauté donatrice pour leur généreuse coopération. Des personnes-clés sont nommées dans d'autres rapports de MAPS. En dépit de l'orientation vers le secteur privé de MAPS, l'équipe voudrait particulièrement remercier le Ministère de la Promotion Economique pour sa coordination, le Ministère du Plan pour sa mise à disposition d'informations et l'USAID pour son soutien financier et logistique.

L'équipe de MAPS était formée de Michael Borish, chef d'équipe (J.E. Austin Associates), Karen Hendrixson, analyste politique (The Services Group), et Richard Vengroff, directeur d'enquête (Université du Connecticut). L'équipe de MAPS a été rejointe par Messieurs Maiga Djibo et Robert Secomba de l'Université de Niamey (Faculté des Sciences Economiques et Juridiques), dont les rôles de direction et de supervision de l'enquête sur le secteur privé ont été indispensables à la réussite du résultat final, et dont les contributions aux discussions des groupes d'études ont été inestimables.

II. CONCLUSIONS-CLÉS DE LA DESCRIPTION DU SECTEUR PRIVÉ

A. Profil du secteur privé

1. **Le secteur privé contribue pour 75% au PIB du Niger compte pour 98% de l'emploi total.** Le PIB du secteur privé est évalué à approximativement 522 milliards de FCFA, et était le plus élevé dans l'agriculture (39% du PIB total), le commerce, la restauration et le tourisme (13%), les services divers (9%) et la fabrication (3%). Ces statistiques traduisent a) la prédominance d'une culture agro-pastorale et d'échanges avec une tradition manufacturière limitée, et b) une productivité faible, conséquence d'un environnement naturel rude, de pratiques agricoles traditionnelles, et de la petite dimension de l'entreprise privée au Niger, qui limite l'épargne et l'investissement et réduit le potentiel de valeur ajoutée dans les secteurs manufacturiers et de services.

2. **Le secteur privé informel nigérien est largement représenté dans toute l'économie.** A l'exception de services gouvernementaux de base, et des activités minières parapubliques, des communications et de la production d'énergie, l'économie informelle domine au Niger. La contribution du secteur informel au PIB en 1988 avoisinait 496 milliards de FCFA (71%), tandis que l'emploi dans le secteur informel avoisinait 2,26 millions (98%). Le PIB du secteur informel compte pour environ 40% du PIB agricole, et pour environ la moitié du reste du PIB net du secteur agricole. Presque 300 000 entreprises non-agricoles informelles emploient presque 400 000 personnes (1,3 par entreprise), constituant 85% de l'emploi non-agricole au Niger. Presque tous les emplois consistent de travailleurs indépendants, du travail familial et d'"ouvriers à la tâche". Jusqu'à récemment, on ne tenait pas bien compte de la contribution des entreprises informelles à l'économie nationale. Les entreprises sont généralement deux à six fois plus grandes, respectivement, dans les zones urbaines et les zones rurales que ce qu'on avait auparavant supposé. De cette façon, les estimations du PIB pourraient avoir sous-évalué le commerce frontalier de 50% et la valeur ajoutée par autant que 20%.

3. **Le secteur privé "moderne" du Niger est sur le point de disparaître, contribuant pour moins de 4% au PIB, employant moins de 1% de la main-d'oeuvre, et privant le gouvernement d'une assiette d'imposition viable.** Les estimations d'emploi du secteur privé moderne oscillent entre 15 024 et 27 900 en 1988. Même si l'on prend l'estimation la plus large, ceci ne représente que 1% de l'emploi total. En ce qui concerne la contribution au PIB, le secteur privé moderne a décliné tout au long des années 1980, contribuant seulement 247 milliards de FCFA de 1983 à 1988. Ses 25 milliards de valeur ajoutée en 1988 (4%), sans doute la pire année depuis des décennies, sont une indication de sa disparition. S'il est vrai que le secteur privé moderne n'a jamais été étendu, il est maintenant pratiquement inexistant.

4. **Le secteur privé moderne est incapable de jouer le rôle de générateur d'emploi dynamique, de flux de liquidités et d'investissement dont le Niger a besoin pour créer croissance et prospérité.** Le secteur privé, officiellement enregistré, englobant 421 entreprises, est principalement représenté par des entreprises du secteur des services qui ont une

valeur ajoutée limitée. Parmi ces 421 (enregistrées dans la Déclaration Statistiques et Fiscales), seulement 53 sont dans le secteur manufacturier (par exemple, l'industrie alimentaire, le papier et l'imprimerie, les produits chimiques, les textiles et le cuir, les matériaux de construction, les métaux, et les produits forestiers). Le reste est dans le commerce (130 entreprises), la construction et les travaux publics (85), le transport (29), l'hôtellerie, les cafés et la restauration (22), et un ensemble d'autres services (102). Parmi ces 421 entreprises du secteur privé, beaucoup ont fermé depuis ces enregistrements de 1988. Des associations d'entreprises du secteur formel comme SPEIN et SCIMPEX font part de chiffres d'affaires plus faibles, de pertes accrues, et d'une baisse du chiffre de l'emploi. L'incapacité à développer un secteur privé formel diversifié n'a pas seulement conduit à se priver d'emploi et d'investissement, mais a également privé le gouvernement d'une assiette de revenus stable pendant que les revenus de l'uranium étaient en déclin depuis le début des années 1980.

5. Il n'y a pas de véritables associations d'entreprises du secteur privé au Niger. La Chambre de Commerce est considérée par les opérateurs du secteur privé comme une agence du secteur public parce que a) tous les employés sont recrutés et payés par le gouvernement, et b) les cadres de la Chambre sont nommés par le gouvernement. L'adhésion est obligatoire pour les entreprises du secteur formel, et non pas volontaire, ce qui amoindrit le sens de l'engagement que l'on peut trouver dans des associations d'entreprises plus libres et auto-gérées d'autres pays. Au Niger, de plus petites associations telles que des syndicats, des coopératives et des ONG autochtones ont rencontré un certain nombre d'obstacles lorsqu'elles ont voulu se développer en organisations efficaces:

- a) des procédures d'enregistrement compliquées, et un manque d'assistance technique des autorités publiques pour répondre à ces complications;
- b) des délais d'approbation pendant lesquelles ces organisations ne peuvent pas agir, ce qui mène à une perte d'intérêt de la part des membres potentiels;
- c) des contraintes de financement et d'opérations (par exemple, des faiblesses de frais généraux);
- d) une incapacité d'ensemble à fournir des résultats ce qui mène à une apathie des membres et à une perte d'intérêt résultant en inefficacité.

Afin que le Niger ait un secteur formel actif, il faudra qu'il développe des institutions de secteur privé (par exemple, une Chambre de Commerce privatisée) organisées, gérées, et finalement financées par les membres du secteur privé.

B. Problèmes de l'emploi et de la formation

6. L'emploi est, de façon prédominante, masculin, le manque de participation féminine dans l'économie est une des raisons pour lesquelles la densité des entreprises et de l'emploi dans les zones rurales égale environ 50% de la norme africaine. La grande majorité de la main-d'oeuvre est masculine (1,8 millions soit 79%) qui se compte de la façon suivante: 1,7 millions de travailleurs indépendants et d'ouvriers agricoles sur un total de 2,15

millions; b) 24 770 travailleurs à la tâche et apprentis sur un total de 29 640 ; et c) 4 670 employeurs sur un total de 5 290. Les femmes occupent 473 990 emplois, presque tous des travaux familiaux et indépendants. Dans ce dernier cas, il s'agit en général d'activités de commerce et de cuisine (112 700), ou de fabrication artisanale (35 630). Ces deux sous-secteurs sont les seules zones de l'économie où les femmes sont employées dans un plus grand nombre que les hommes. Pratiquement, tout l'emploi au Niger est dans le secteur privé informel.

7. La population du Niger d'âge compris entre 15 et 64 ans devrait croître de 3,7 millions en 1990 à 5,1 millions en l'an 2000, et atteindre 7,1 millions en 2010. Cette évolution nécessite la création de plus d'un million d'emplois supplémentaires d'ici l'an 2000 afin de maintenir le status quo. La population nigérienne s'accroît de 3,4% par an, et de 8% dans les zones urbaines. En assumant que 68% de la population d'âge compris entre 15 et 64 ans demeure économiquement active, cela se traduira par une augmentation moyenne nette de 100 000 par an de 1988 à l'an 2000, beaucoup cherchant un emploi dans les secteurs de la fabrication et dans des services urbains. Les résidents urbains représentent actuellement 18% (1,35 millions) de la population, et on projette qu'ils seront 27% (2,7 millions) en l'an 2000 et 34% (4,8 millions) en 2010. Dans un tel contexte de taux de croissance, un secteur formel (privé et parapublic) en contraction, et des finances publiques faibles, il est très probable que le Niger enregistrera une croissance significative de son secteur informel jusqu'à la fin du siècle. Les entreprises urbaines informelles les plus importantes ont actuellement, en moyenne, sept employés, ce qui traduit la petite échelle et la capacité d'absorption limitée des entreprises du secteur informel. Ceci met en évidence le besoin pour des entreprises du secteur privé formel plus importantes, à fort coefficient de main-d'oeuvre, d'apporter une réponse à l'aggravation de la crise de l'emploi urbain.

8. L'environnement physique précaire et le rendement agricole du Niger affaiblissent la capacité économique du pays à absorber des besoins d'emplois de telle ampleur. Les experts du secours d'urgence qui assurent le suivi de la production céréalière du Niger estiment que le pays a en moyenne un déficit de 10%. Avec des rendements céréaliers à l'hectare en réduction, un accroissement de la production agricole des agriculteurs nigériens (ce qui limite les exportations de culture de rapport du Niger), et la diminution des pâturages permanents disponibles pour les troupeaux, le secteur agricole ne sera pas capable d'absorber le surplus de main-d'oeuvre de la même façon que certains pays africains côtiers l'ont fait dans le passé. Ceci va accroître la pression sur le gouvernement pour développer des activités de service dans les zones urbaines, pour développer un secteur privé dynamique d'autant plus nécessaire pour la fourniture d'activités de service (par exemple, construction en relation avec le logement et travaux publics) et un élargissement de l'assiette d'imposition.

9. Le Niger est un des pays les moins officiellement instruits au monde, et il n'existe pratiquement pas de programme d'enseignement sur la gestion des affaires disponible hormis un nombre limité de projets d'ONG. L'université offre un nombre limité de cours et de formations aux affaires (par exemple, gestion, finance, comptabilité, relations professionnelles), et les pratiques traditionnelles du gouvernement en matière de recrutement ont servi à dissuader les étudiants de s'engager dans le secteur privé. Il y a plus d'étudiants à

poursuivre des études de Lettres que d'étudiants dans tout autre discipline d'études, ce qui illustre encore plus en profondeur qu'il n'y a pas en pratique d'orientation vers les affaires à un haut niveau d'éducation au Niger. Ceci prive le pays des compétences en gestion et techniques et de l'esprit d'entreprise dont il a besoin, et qui sont nécessaires au fonctionnement du secteur privé formel. Quelques ONG/donateurs (par exemple, CARE, le FED) forment des chefs d'entreprise à la tenue des livres comptables, au calcul des coûts, à la commercialisation et à la distribution, à la production et aux opérations, aux bases de la gestion de trésorerie, et à d'autres domaines des affaires, mais ces formations se font en général au niveau du secteur informel, et ne sont pas orientées vers des individus qui pourraient potentiellement jouer un rôle de direction dans le secteur privé formel.

C. Examen du secteur économique et rôle du secteur privé

10. **On considère que l'agriculture appartient à 100% au secteur privé, presque totalement informel, et représente 78% de l'emploi total, mais elle se caractérise par de nombreux risques.** Les agriculteurs nigériens sont toujours les plus importants producteurs de millet dans la région, et ont fait preuve de leur compétences dans la production de niébé et d'oignons (principalement destinées à l'exportation vers le Nigéria et autres pays côtiers). Cependant les rendements céréaliers à l'hectare sont stagnants ou déclinants, les agriculteurs nigériens produisent plus de niébé afin de répondre à la demande locale, les ressources en eau disponibles pour la production d'oignons sont limitées, et le gouvernement essaye en pratique de taxer les oignons et autres exportations à un niveau d'intérêt réel plus élevé qu'auparavant. La valeur ajoutée du bétail a aussi commencé à rebondir après la sécheresse de 1984, quoique la réduction des terres de pâturage représente un risque pour une croissance soutenue dans ce secteur. Ces facteurs, combinés à l'état physique précaire de l'environnement, ont conduit à un déclin relatif de la main-d'oeuvre agricole, de 95% en 1965 à 39% en 1988. L'agriculture continuera à représenter une large part du PIB et de l'emploi, mais elle devrait décliner relativement aux parts des autres secteurs de l'économie.

11. **Le secteur minier parapublic décline depuis les années 80 à cause de la faiblesse des prix de l'uranium, mais le secteur privé informel de l'extraction de l'or a attiré un fort intérêt ces dernières années.** Le secteur minier nigérien est considéré comme étant principalement parapublic étant donné les plus de 30% d'intérêts de ONAREM dans les consortiums d'uranium Somair et Cominak. Le secteur minier nigérien a représenté 6% du PIB de 1983 à 1988, et employé approximativement 3 500 travailleurs en 1988. Des multinationales importantes (par exemple, Elf-Aquitaine) sont en train de prospecter et de déterminer la viabilité d'autres activités minières offrant un potentiel pour l'investissement privé à large échelle. Néanmoins, le secteur minier a décliné d'une façon générale dans les années 80, ce qui a sévèrement réduit le revenu du gouvernement, la construction et les projets de travaux publics. Le seul secteur minier qui s'est agrandi ces dernières années est le secteur minier informel de l'extraction de l'or. Ce secteur, entièrement privé, emploie environ 3 000 personnes, avec en plus 20 000 autres personnes qui fournissent des services de soutien. La façon dont le gouvernement traite des vastes questions de l'investissement étranger privé et direct, de

l'autonomie de gestion, et de la promotion du secteur informel de l'or pourrait décider si le secteur minier deviendra à nouveau un secteur en expansion au Niger.

12. **Le secteur manufacturier est composé presque entièrement de producteurs privés artisanaux qui fabriquent des produits pratiques convenant aux besoins et au pouvoir d'achat du marché local, tandis que le secteur manufacturier formel est incapable de lui faire concurrence.** Le Niger manque d'une tradition manufacturière avancée, et ce secteur a peu contribué au PIB au cours des années (7,5% de 1983 à 1988). La plupart de la fabrication (82%) appartient au secteur artisanal, et est composé de produits artisanaux de base (par exemple, outils agricoles, articles ménagers, poterie et tapis). Parmi les 63 690 personnes employées dans ce secteur, 98,5% travaillent pour le secteur privé, presque totalement informel. Alors que le secteur est relativement faible en terme de valeur ajoutée, les ONG qui travaillent avec des artisans ont insisté sur le fait que les niveaux de compétences sont divers, que les nouvelles compétences sont rapidement apprises, et que la main-d'oeuvre peut être formée pour exécuter de nombreuses activités manufacturières. Néanmoins, il y a peu de possibilités offertes pour acquérir des compétences professionnelles, et les apprentissages informels souvent limitent la capacité d'un apprenti à entrer sur le marché indépendamment. Le petit secteur manufacturier formel, privé et parapublic, a décliné dans les années 80, et est pratiquement non-existant aujourd'hui, à l'exception de BRANIGER et de quelques autres fabricants privés.

13. **Le commerce a une longue tradition au Niger, et est le deuxième secteur en terme d'importance après l'agriculture.** Le commerce, la restauration et l'hôtellerie ont représenté environ 15% du PIB de 1983 à 1988, pour la majorité commerce et en presque totalité secteur privé (95%). L'emploi dans ce secteur est évalué à 202 370 personnes (9%), presque entièrement informel. De la même façon que pour le secteur manufacturier, les maisons de négoce commerciales (par exemple, SCOA, CFAO, Peyrissac, COPRONIGER, SONIDEP) trouvent presque impossible de faire concurrence au secteur informel. Ceci n'est pas seulement dû à un pouvoir d'achat limité et à l'étroitesse du marché nigérien, mais est aussi le résultat du régime d'imposition nigérien arbitraire et chère (secteur privé) et de capacités de direction professionnelle limitées (secteur parapublic). Selon la Direction de la Statistique, la valeur ajoutée moyenne d'une entreprise commerciale urbaine du secteur informel est de 35 millions de FCFA, ce qui suggère que toutes les entreprises informelles d'échanges commerciaux ne sont pas insignifiantes et de petite échelle.

14. **Le tourisme appartient principalement au secteur privé formel, quoiqu'une quantification exacte soit difficile à faire parce que les statistiques sont groupées avec les échanges commerciaux.** Il y a 29 hôtels au Niger, la plupart à Niamey, avec une capacité de presque 1 100 chambres. Les taux d'occupation sont d'environ 40-50%. Comme la construction et les travaux publics, le tourisme au Niger a souffert du déclin des prix de l'uranium et d'un manque consécutif de touristes en voyages d'affaires. Le nombre total de visiteurs non-résidents, plus de 90% des échanges commerciaux, a baissé de 40 438 en 1984 à 24 592 en 1988. Le Niger a le potentiel pour développer un "tourisme de caractère" à hautes marges, mais seulement si il devient plus concurrent en face de pays comme l'Algérie, promet

l'investissement étranger nécessaire, permet l'autonomie de gestion, et améliore les services de voyage (par exemple, compagnies aériennes privées domestiques).

15. Le transport, principalement secteur privé, est un service vital qui est entravé par des coûts élevés relatifs aux postes de contrôle de police. Le transport et les communications représentent environ 4% du PIB et emploient presque 15 000 personnes. La plupart vient du secteur du transport, hautement segmenté et compétitif, où les entreprises parapubliques (SNTN, NITRA) sont en concurrence avec les taxis, les mini-bus à 17 places, les camionneurs et toute une série d'autres transporteurs privés. Il y a environ 11 850 transporteurs privés (principalement secteur informel), et environ 1 800 transporteurs dans les entreprises parapubliques (principalement SNTN). L'existence de postes de contrôle de police ajoute 20% aux coûts de transports des minibus de 17 passagers, ce qui rend les marchandises plus chères au Niger et les exportations moins compétitives. Le plus surprenant à propos de ces règlements, c'est qu'ils sont évalués à un total de 11 milliards de FCFA, ce qui équivaut à 11% des revenus du gouvernement central en 1990, même s'ils ne sont pas inscrits au Trésor gouvernemental.

16. La construction appartient presque entièrement au secteur privé, mais a souffert de la chute des prix de l'uranium et d'un investissement privé en réduction. La construction et les travaux publics ont représenté environ 4% du PIB de 1983 à 1988, principalement dans le secteur privé (94%). L'emploi en 1988 était de 14 430 personnes, la majorité informel (67%) et secteur privé (86%). Comme pour la fabrication et le commerce, le rôle du secteur informel a augmenté tandis que celui du secteur formel a diminué. Après le départ de Maurice Delens, on attend une participation minimale du secteur privé dans l'industrie de la construction. Néanmoins, l'urbanisation croissante accroîtra la demande et a des chances d'en faire un secteur en croissance avec un nombre élevé d'opérateurs informels.

17. Les services divers contribuent de plus en plus d'une façon substantielle au PIB et à l'emploi. Cette ensemble varié d'activités (par exemple, gouvernement, finance/immobilier, métiers mécaniques, activités de loisirs, travail social) ont représenté 23% du PIB de 1983 à 1988, et employaient 203 190 personnes (9%) en 1988. Parmi le total des employés, 179 136 étaient dans le secteur informel et faisaient des travaux divers à faible rémunération (par exemple, réparations, maintenance, travaux ménagers). La contribution du secteur formel vient principalement du gouvernement, du fait que le système bancaire s'est écroulé et que l'assurance est limitée.

D. Secteur dominant et secteur à la traîne, l'importance du secteur informel, et le déclin du secteur formel

18. Les services du secteur informel divers, agriculture, gouvernement, et fabrication artisanale informelle sont les secteurs dominants en expansion, alors que le secteur privé formel, construction, commerce et tourisme, le secteur minier parapublic ont enregistré les déclinés les plus importants. La comparaison entre 1988 et 1981 de la valeur ajoutée par

branche met en valeur ces tendances, et alors que des comparaisons année par année n'établissent pas de tendances séculaires, la plupart font montre de pentes uniformes. Les secteurs en croissance étaient les suivants:

- a) les services divers informels, 33 milliards de FCFA de croissance;
- b) l'agriculture (nette du bétail, de la sylviculture et de la pêche) 27 milliards de FCFA de croissance;
- c) le gouvernement, 25 milliards de croissance; et
- d) la fabrication artisanale informelle, 21 milliards de croissance.

Les secteurs en déclin étaient les suivants:

- a) la construction privée moderne et les travaux publics, en déclin de 20 milliards de FCFA;
- b) le commerce privé moderne et le tourisme, en déclin de 12 milliards de FCFA;
- c) la mine moderne (presque entièrement para-publique), en déclin de 8 milliards de FCFA.

19. Dans la plupart des secteurs, le secteur informel croît et remplace le secteur formel. Les services divers informels et la fabrication artisanale se sont accrus de 54 milliards de FCFA entre 1988 et 1981, alors que la valeur ajoutée du secteur privée moderne et parapublic dans ces domaines a décliné de 8 milliards de FCFA. De la même façon, le secteur informel de la construction, le commerce et le tourisme, et la mine se sont accrus de 21 milliards de FCFA entre 1988 et 1981, alors que le secteur formel a décliné de 39 milliards de FCFA dans ces domaines. Ainsi, le secteur informel croît à la fois dans les secteurs économiques dominants et à la traîne, au moment où les secteurs privé et parapublics modernes sont en déclin dans la plupart des activités économiques.

E. Privatisation, investissement privé, formation du capital et environnement institutionnel

20. Le Niger n'a pas réussi à privatiser efficacement les entreprises parapubliques à cause d'un climat de l'investissement difficile, de politiques gouvernementales paternalistes et d'évaluations impropres, de systèmes d'information faibles, de parts de marché et de potentialités du marché limitées, de l'absence d'une gestion professionnelle, et d'un manque de capital disponible. Le Niger a environ 49 entreprises para-publiques, parmi lesquelles quelques-unes sont officiellement désignées à la privatisation. Néanmoins ces efforts ont été gênés pour les raisons suivantes:

- a) les procédures d'évaluation sont centrées sur les valeurs comptables des actifs plutôt que sur les capacités à générer des marges bruts d'autofinancement;

- b) le gouvernement insiste pour décider de la qualité des dossiers soumis et pour rejeter les offres si le prix d'achat est inférieur à ce que le gouvernement souhaite, même quand l'entreprise perd de l'argent et reçoit des subventions;
- c) le secteur privé n'est pas impliqué dans la formulation de la politique de privatisation;
- d) les entreprises sous contrats de direction ont souvent dirigées par des fonctionnaires qui ont peu ou pas d'expérience du secteur privé;
- e) le gouvernement déclare que les emplois doivent être protégés même quand une entreprise doit être réduite d'échelle et rationalisée pour être compétitive et profitable; et
- f) une base d'investisseurs domestiques étroite, un intérêt étranger limité, un système bancaire paralysé, et un environnement de régulations difficile étouffent la demande du côté de l'investissement.

21. **L'investissement privé a diminué dans les années 1980, et est pratiquement réduit à zéro aujourd'hui à l'exception de petits investissements dans le secteur informel.** En 1981, la formation de capital brut était de 61 milliards de FCFA, dont 35 milliards de FCFA (57%) au titre de l'investissement privé. En 1988, la formation de capital brut était de 14,5 milliards, dont seulement 5 milliards de FCFA (33%) au titre de l'investissement privé. La réduction nette de l'investissement privé se trouve principalement dans les secteurs du transport (18 milliards de FCFA), des échanges commerciaux et du tourisme (9 milliards de FCFA) et de la fabrication (3 milliards de FCFA). Cette tendance au déclin traduit un manque de capital disponible, mais aussi un manque de confiance dans l'économie et un refus d'investir dans des immobilisations à cause des impôts élevés établis par le gouvernement. De telles décisions d'investissement traduisent également une préférence pour l'échange commercial à court terme pour atténuer le risque, une capacité de production amoindrie à long terme (par exemple, installations, équipement, facilités de stockage) qui pourraient être développés si ils étaient encouragés par une politique publique plus promotionnelle et favorable.

22. **Le Niger a un taux d'épargne domestique et un taux d'investissement faibles relativement pour l'Afrique, et un système bancaire paralysé rend la formation de capital presque impossible à l'exception des activités de petite échelle.** L'épargne domestique brute représentait seulement 4% du PIB en 1988, ce qui place le Niger dans le tiers inférieur de l'Afrique subsaharienne. L'investissement domestique brut représentait 10% du PIB de 1988, parmi les plus faibles. Les chiffres de l'épargne sont sous-estimés parce qu'ils n'incluent pas les fonds détenus par les tontines, ni ne prennent en compte l'épargne et l'investissement non-monnaïres (par exemple, le bétail, des blocs de latérite, les biens). Néanmoins, selon les standards africains, l'épargne et l'investissement sont bas au Niger, et ceci amoindrit tout potentiel d'investissement à long terme dans des immobilisations pour des opérations profitables. Ce manque de liquidités et de capital d'investissement est rendu encore plus problématique par la faillite de la BDRN, presque la seule banque dans le passé qui ait offert des crédits à long terme de volume appréciable. Avec 44% des crédits du système bancaire actuellement non-opérants, pratiquement tous les prêts récents ont été à court terme (94%), principalement pour

des échanges commerciaux. Il est peu probable que le système bancaire puisse fournir des lignes de crédit et capitaux sociaux pour les investissements à long terme dans les dix années à venir.

23. Pour traiter des contraintes sévères de capital au Niger, le climat de l'investissement et la politique de l'environnement devront être radicalement transformés afin de promouvoir le développement du secteur privé, à la fois domestique et étranger. Le Niger présente un certain nombre de contraintes qui y rendent l'exploitation d'une entreprise beaucoup plus difficile en comparaison d'autres endroits et marchés dans le monde:

- a) un environnement physique difficile;
- b) des coûts élevés relatifs au fait que le Niger est enclavé dans les terres;
- c) une croissance de la population et une urbanisation rapides;
- d) un niveau d'éducation et une base en ressources humaines limitées, et une expérience managériale professionnelle rare pour les entreprises formelles;
- e) une population rurale conservatrice, traditionnelle, peu disposée à prendre des risques avec un pouvoir d'achat faible;
- f) une base d'imposition en rétrécissement, et une dette publique en croissance;
- g) des programmes de rémunération non-compétitifs pour les travailleurs du secteur formel;
- h) des problèmes croissants de corruption; et
- i) une devise surévaluée pour les transactions formelles.

Tous ces facteurs, associés à un système bancaire pratiquement en dysfonctionnement, rendent impératif que le gouvernement change son rôle, d'un rôle interventionniste à un rôle qui promeuve l'investissement privé à un degré le plus élevé possible. Des mesures devraient comporter l'abaissement des taux d'imposition, moins de formalités administratives pour l'enregistrement et les opérations des entreprises, une politique qui laisse la porte ouverte à l'investissement étranger, des incitations à l'investissement dans des immobilisations génératrices d'emploi, et de mettre l'accent sur l'infrastructure sociale et économique afin de faciliter la croissance du secteur privé. L'échec de la mise en œuvre de telles mesures continuera à altérer l'échange et l'investissement, à décourager la "formalisation" des entreprises, et de plus réduira l'assiette d'imposition, et continuera à maintenir l'économie dans des perspectives à court terme et à petite échelle dans ses orientations.

III. CONCLUSIONS-CLÉS DES ENQUÊTES SUR DIAGNOSTIC DU SECTEUR PRIVÉ

A. Enquête sur le Secteur Formel

1. **Presque les deux tiers (65%) de toutes les entreprises du secteur formel incluses dans l'enquête appartiennent à des nigériens.**

2. **Les sociétés du secteur formel au Niger sont plutôt petites (si l'on se réfère au nombre de leurs employés permanents), même selon les critères africains. En moyenne, les entreprises considérées dans l'enquête du secteur privé emploient 27 employés à plein temps, l'écart étant de 1 à 188. La contribution aux chiffres de l'emploi au Niger est bas aussi bien en termes de nombre d'employés par entreprises qu'en celui du nombre total des entreprises elles-mêmes. Cela est dû en partie au rôle limité des femmes dans la population active.**

3. **L'orientation du marché des entreprises du secteur formel est presque entièrement domestique. Les sources d'approvisionnement sont un peu plus diversifiées que les marchés extérieurs. Les dépenses des importations sont supérieures aux revenus des exportations.**

4. **Le secteur formel est négatif en ce qui concerne les perspectives économiques du Niger, bien qu'il y ait une variation dans la mesure où les entreprises formelles de Niamey sont plus négatives que celles de l'intérieur du pays. La majorité des personnes interrogées a identifié quatre facteurs comme ayant un impact globalement négatif sur le commerce:**

- a) les taxes (74%);
- b) les actions du gouvernement (55%);
- c) les garanties requises pour obtenir un crédit (53%); et
- d) les taxes préférentielles (51%).

Environ trois quart des personnes interrogées (73%) ont dit que les ventes avaient baissé, parfois brutalement, l'année dernière. Il y a peu d'optimisme vis-à-vis du futur statut de l'économie. L'éloignement des marchés a été identifiée comme étant le facteur-clé de la baisse du volume des ventes.

5. **Le secteur formel est la proie d'une concurrence très forte de la part du secteur informel, surtout à cause des avantages de ce dernier en ce qui concerne la sécurité sociale et le paiement de ses taxes.**

6. **Le prix des services de base (l'électricité, les télécommunications, l'eau et les transports) est considéré comme une contrainte à la croissance et à l'aspect concurrentiel des entreprises nigériennes. Le problème des terrains est particulièrement accru à Niamey.**

7. La disponibilité du crédit dans le système bancaire est un facteur extrêmement limitatif pour le secteur formel au Niger. Le crédit est plus souvent un crédit à court-terme, à des taux d'intérêt élevés et qui nécessite une documentation et des garanties excessives.

8. Sept types d'obstacles majeurs à la croissance du secteur privé formel ont été identifiés:

- a) les questions d'informations et l'incertitude vis-à-vis de l'environnement commercial;**
- b) les services de crédit;**
- c) la politique du gouvernement et le processus d'adoption de cette politique;**
- d) la mise en application de la politique gouvernementale, et particulièrement le rôle des fonctionnaires d'État;**
- e) les ressources humaines;**
- f) le coût des matières de fabrication; et**
- g) la capacité interne de management.**

Le secteur privé pense qu'il y a un manque de consultation du gouvernement avec les milieux d'affaires, ce qui constitue le problème le plus significatif. Des réactions tout aussi négatives sont exprimées au sujet de ce qui est perçu comme une absence de coordination entre les Ministères impliqués dans le processus de réglementation du secteur privé. La politique spécifiquement mise en place pour réformer le système économique et les mécanismes réglementaires qui vont dans le même sens est perçue comme étant mal mise en place ou encore comme n'étant appliquée qu'à moitié par les fonctionnaires qui continuent à tirer des bénéfices de l'ancien système. Il existe également un ressentiment considérable vis-à-vis de ce qui est perçu comme étant un traitement de faveur accordé aux personnes qui ont des contacts haut placés.

9. Le Niger souffre du manque d'informations disponibles sur les questions suivantes:

- a) l'état de l'économie;**
- b) les "règles du jeu" du point de vue des perspectives réglementaires du gouvernement;**
- c) les pratiques commerciales acceptables; et**
- d) les marchés nationaux et internationaux pour les produits individuels.**

Le Niger manque d'institutions qui fournissent normalement ces informations au secteur privé. Peu d'hommes d'affaires du secteur privé utilisent les informations disséminées par le gouvernement nigérien. Le manque d'informations au sujet des réglementations gouvernementales inhibe l'investissement et la croissance. Des sources d'information alternatives et d'aide sont potentiellement disponibles auprès des associations professionnelles et des associations patronales. Par exemple, la Chambre de Commerce peut être consultée pour des informations en tant qu'instrument de représentation. Il n'en demeure pas moins qu'elle est

un bras de l'État avec des directeurs et des employés nommés par le gouvernement. La majorité des personnes interrogées au sein du secteur privé formel disent que c'est un obstacle de plus que doivent affronter le milieu des affaires (voir le #13 pour une discussion des associations commerciales). Tant que les milieux d'affaires ne seront pas pleinement associés au processus d'adoption de la politique gouvernementale, l'incertitude continuera d'agir comme une sérieuse contrainte sur la croissance économique.

10. **Le manque de techniciens compétents est une contrainte du point de vue des ressources humaines sur la croissance du secteur privé.** Il faudra des investissements dans les programmes de formation et les programmes éducatifs appropriés pour que le Niger s'attaque à ce problème.

11. **Comme c'est souvent le cas dans les entreprises africaines, les opérations journalières occupent une trop grande place dans l'emploi du temps des exploitants-propriétaires et des directeurs au Niger aux dépens de leurs fonctions stratégiques de management.**

12. **Même si les perspectives d'investissement ne prêtent pas à l'optimisme, un certain nombre d'activités qui présentent un bon potentiel apparaissent dans les réponses données.** Il y a tout d'abord les possibilités qu'offre le commerce. De plus, les personnes interrogées pensent qu'il existe également certaines possibilités dans le domaine de l'industrie agro-alimentaire et dans la revente de produits agricoles non transformés au niveau du marché local. Dans l'ensemble, les domaines-clés de la croissance du secteur formel semblent être liés au secteur agricole. Un accent plus fort porté sur les technologies agro-alimentaires ainsi que le développement des marchés extérieurs et une augmentation de la production de fruits et de légumes à forte valeur ajoutée et hors-saison pour l'exportation semble constituer un espoir pour l'avenir immédiat.

13. **La majorité des hommes d'affaires pense que la Chambre de Commerce n'est pas efficace en ce qui concerne les besoins du secteur privé.** Il y a des signes que les exploitants commerciaux nigériens seraient prêts à payer des frais d'adhésion à des associations professionnelles qui seraient capables de leur fournir des services qui leur semblent essentiels. Leur priorité majeure en ce qui concerne une telle association est qu'elle serve de liaison avec le gouvernement. Les hommes d'affaires souhaiteraient également que la Chambre (ou d'autres associations) assure une variété de services économiques.

B. Enquête sur le Secteur Informel

14. **Presque toutes les entreprises du secteur informel (92%) comprises dans cette enquête appartiennent à des nigériens.**

15. **Il semble peu probable que les entreprises du secteur informel au Niger augmentent leur niveau d'emploi dans un avenir proche.** De nouvelles sources d'emploi vont provenir

d'apprentis qui démarrent leur propre entreprise et de fonctionnaires qui quittent le gouvernement. Cependant on s'attend à ce que les entreprises elles-mêmes restent petites en terme de leur chiffres d'emploi.

16. On s'attend à ce que l'emploi féminin reste relativement bas dans le secteur informel. Seulement 6,5% des entreprises interrogées appartenaient à des femmes ou étaient dirigées par elles ou encore avaient une ou plusieurs femmes parmi leurs employés permanents. Il semble que les activités économiques des femmes se situent surtout dans les foyers et non pas dans les locaux des entreprises permanentes.

17. L'orientation du marché des entreprises du secteur informel est strictement locale. Les biens sont vendus sur les marchés locaux. Les sources d'approvisionnement sont un peu plus diversifiées que sur les marchés dans la mesure où environ un tiers des entreprises achètent leurs matières de fabrication ou leurs approvisionnements en dehors du Niger. La plupart sont achetés au Nigéria ou dans d'autres nations d'Afrique de l'Ouest.

18. Le secteur informel est négatif à propos des perspectives économiques du Niger. Seulement 12,5 pourcent pensent que les conditions économiques se sont améliorées (même un tant soit peu) l'année dernière alors que 70% pensent que les conditions ont empiré, parfois même de beaucoup. En ce qui concerne le secteur formel, il y a une différence entre Niamey et l'intérieur du pays. Environ les deux-tiers des commerces informels de Niamey pensent que les conditions ont empiré contre 28 pourcent qui ont réagi de la même façon à l'intérieur du pays.

19. Les taxes et les actions ou interventions du gouvernement (politique et réglementations) apparaissent comme ayant le plus gros impact négatif sur le secteur informel. Environ deux-tiers des personnes interrogées ont déclaré que ces facteurs étaient dommageables à leurs affaires. D'autres facteurs comprennent le besoin de garanties pour obtenir un crédit, la disponibilité du crédit en général et les taxes préférentielles.

20. Plus de la moitié de ces personnes (53%) ont indiqué que leur volume de ventes a baissé ou même gravement baissé l'année passée. D'autre part, plus d'un quart (29%) ont dit que leurs ventes avaient augmenté ou considérablement augmenté. En ordre déclinant, la baisse du volume des ventes était la plus forte dans les régions de Zinder, de Niamey, de Maradi, d'Agadez et de Tahoua. Tahoua n'avait enregistré qu'une baisse de 14% comparée aux autres régions où elle était beaucoup plus importante (53-65%).

21. En dehors de l'état général de l'économie, les exploitants commerciaux informels au niveau local ont identifié la concurrence d'autres entreprises nigériennes comme étant le plus important facteur de limitation du volume des ventes. Ceci peut être considéré comme un signe de vigueur du secteur informel, étant donné que plusieurs entreprises ont senti que le niveau de demande pour leurs produits était plus positif que négatif.

22. Trois facteurs sont estimés être d'une importance primordiale en ce qui concerne l'expansion des entreprises informelles:

- a) l'électricité (tant le prix que la fiabilité du service);**
- b) le terrain (incertitude et problèmes d'accès en ce qui concerne la propriété, question de prix); et**
- c) crédit (accès à celui-ci).**

Les problèmes associés avec l'électricité rendent les entreprises nigériennes incapables de concurrencer celles du Nigéria. Les problèmes associés avec l'occupation des terrains sont géographiquement concentrés à Niamey, et sont caractérisés par la fraude et le favoritisme. La plupart du capital de départ et du crédit proviennent d'une épargne personnelle, familiale ou encore d'origine amicale. Les crédits d'approvisionnement, qui comprennent l'expédition de biens, sont la seule autre majeure source de fonds.

23. Sept types d'obstacles potentiels importants ont été identifiés:

- a) la concurrence nationale et étrangère;**
- b) les ressources financières, surtout le crédit;**
- c) les facteurs de production;**
- d) la disponibilité et l'exactitude des informations vitales à la prise de décisions en ce qui concerne l'investissement, le marketing et l'emploi;**
- e) la politique du gouvernement et sa mise en application, ainsi que le rôle joué par les fonctionnaires d'État;**
- f) les ressources humaines; et**
- g) les pratiques et les capacités du management interne.**

La majorité des entreprises du secteur privé (77%) considère l'attitude négative du gouvernement et l'absence de consultation entre le gouvernement et les milieux d'affaire comme le problème le plus important. Un autre problème évoqué par la majorité (66%) est celui des changements rapides, imprévus et imprévisibles de la réglementation. Ces problèmes sont aggravés par le nombre de Ministères avec lesquels ils ont affaire ainsi que les inéquités associées aux différentes applications et aux procédures réglementaires. Il est couramment admis que les fonctionnaires d'État ne comprennent pas les besoins du secteur privé et qu'ils manquent également de la motivation nécessaire pour faire leur travail correctement. Des paiements illégaux sont souvent requis de la part des fonctionnaires. Les pots-de-vin et le favoritisme augmentent sans aucun doute le coût d'une entreprise au Niger, surtout dans les domaines du transport et des échanges à petite échelle.

24. Comme c'est le cas du secteur formel, il y a un manque général d'informations disponibles au sujet de l'état de l'économie et des "règles du jeu" du point de vue de la réglementation gouvernementale. Le Niger manque d'institutions qui fournissent régulièrement ces informations au secteur privé, et le gouvernement ne semble pas être en mesure de le faire lui-même.

25. Les ressources humaines peuvent constituer une contrainte à la croissance du secteur privé, mais le secteur informel considère cette contrainte comme étant moins gênante que l'intervention gouvernementale, l'attitude et le comportement des fonctionnaires, le manque d'informations ainsi que les problèmes liés au crédit. Dans la mesure où les ressources humaines sont une contrainte au secteur informel, 56 pourcent ont déclaré que le manque d'ouvriers qualifiés constituait un problème, et 45 pourcent ont déclaré que l'absence de qualifications techniques ou de techniciens sur le marché local était problématique.

26. Comme c'est le cas pour le secteur formel, les opérations journalières occupent une trop grande place dans l'emploi du temps des exploitants-propriétaires et des directeurs au Niger au dépens de leurs fonctions stratégiques de management.

27. Le secteur informel n'est pas optimiste au sujet des perspectives d'investissement au Niger. Le commerce est le seul domaine d'investissement dans lequel une majorité d'exploitants du secteur informel pense que les perspectives sont excellentes. A Agadez, 73 pourcent ont déclaré que le tourisme offre d'excellentes perspectives d'investissement.

28. La majorité des exploitants informels ne sont membres d'aucune association professionnelle ou patronale parce qu'ils ne pensent pas que ces associations servent un but réel. Le nombre d'adhérents est varié, avec la distribution suivante des entreprises informelles interrogées:

- a) Agadez (63%);
- b) Tahoua (62%);
- c) Maradi (47%);
- d) Zinder (31%); et
- e) Niamey (25%).

En matière de services, les exploitants informels souhaiteraient que les associations fournissent un accès à un crédit (plus de 80%), le renforcement du contact et du dialogue avec le gouvernement (72%), et la distribution d'informations révisées au sujet des réglementations gouvernementales (68%). Il n'est cependant pas entièrement clair que les exploitants commerciaux du secteur informel sont à présent prêts à apporter leur soutien à une association créée pour représenter leurs intérêts.

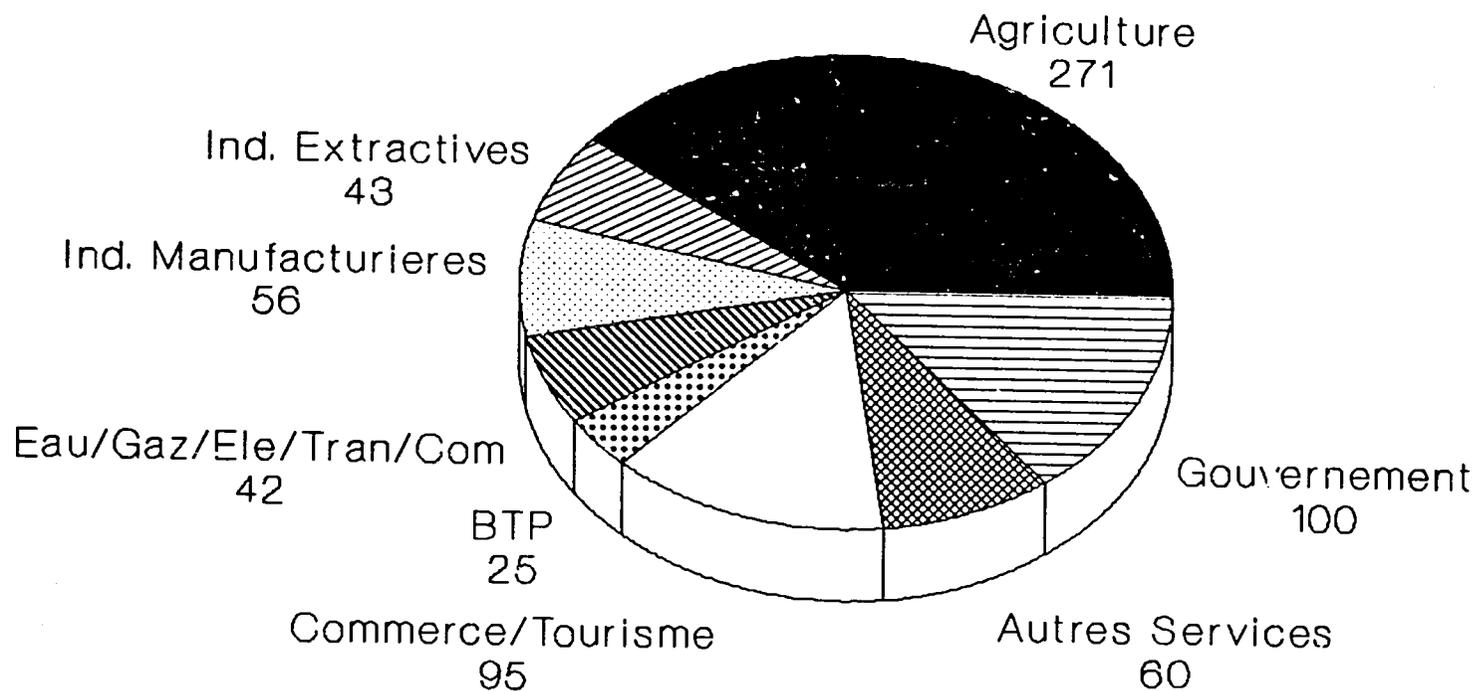
SOMMAIRE

- **ECONOMIE PRESQUE TOUT INFORMEL ET SECTEUR PRIVE**
 - PIB = 75% Secteur Prive
 - Emploi = 98% Secteur Prive
 - Secteur Rural = 39% PIB, 78% Emploi, 100% Secteur Prive
 - Ind's Extractives = 6% PIB, 11% Secteur Prive
 - Ind's Manuf's = 8% PIB, 3% Emploi, 96% Secteur Prive
 - BTP = 4% PIB, 92% Secteur Prive
 - Commerce/Rest/Tour = 3% PIB, 9% Emploi, 95% Secteur Prive
 - Transp/Communic = 4% PIB, 65% Secteur Prive
 - Divers Services = 24% PIB, 9% Emploi, 36% Secteur Prive
- **CHARACTERISTIQUES**
 - Agro-pastoral
 - Commerce
 - Base Industrielle Limitee
 - Climat et Environnement Difficile
 - Politique Dirigiste Concernant Investissement,
Enregistrement, Fiscalite
 - Valeur Ajoutee Limitee
 - Manque d'Epargne et d'Investissement Formel
 - Taille d'Entreprise Petite
 - Orientation Informel

SOMMAIRE (cont.)

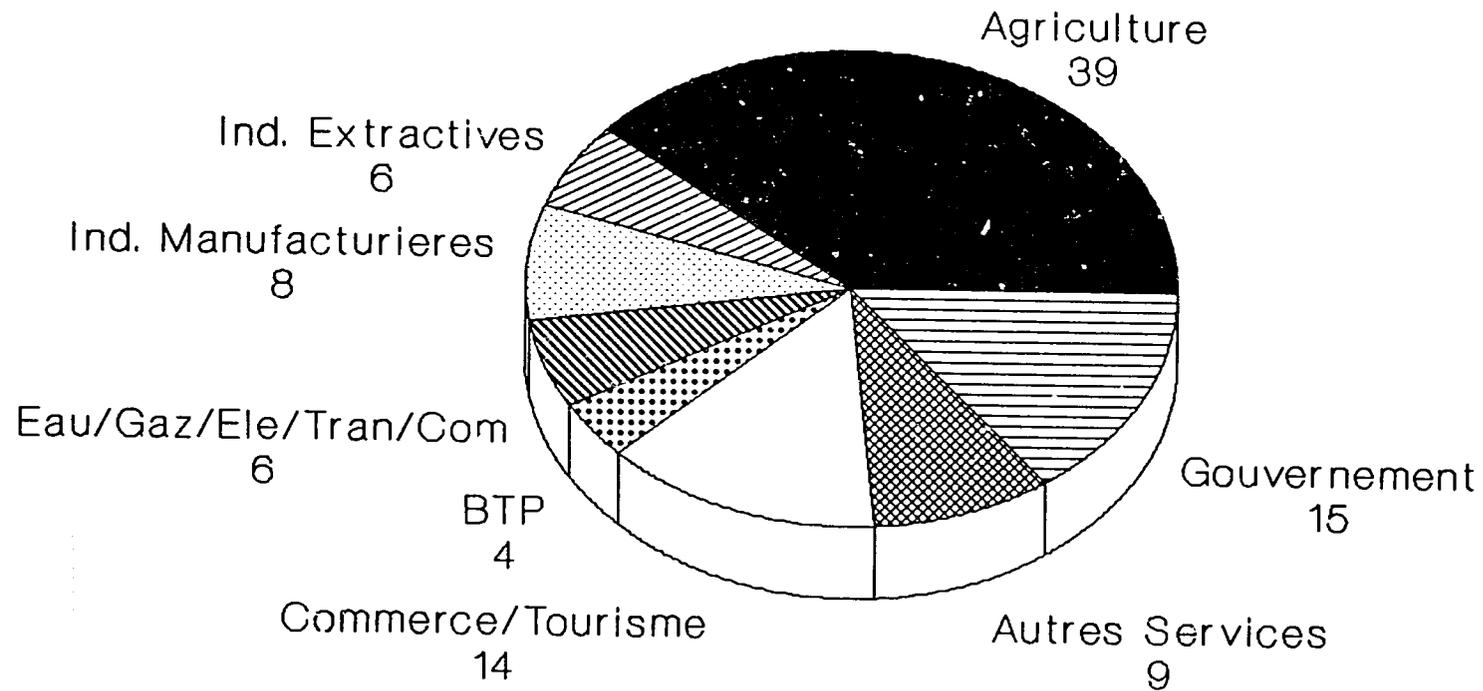
- **SECTEUR PRIVE FORMEL TRES FAIBLE**
Moins de 4% PIB et 1% d'Emploi
Contribution Faible a l'Assiette Fiscale
Tendance Negative en Face du Secteur Informel
Plusieurs en Faillite
Institutions ne Fonctionne Guere (C de Commerce)
Investissement Prive Diminue Depuis les 1980s
- **DEMOGRAPHIE**
Population: Accroissement Enorme Prevu
Urbanisation: Meme Prevision que Population
Besoins: Plus de Services Urbaines
 SURTOUT, 1 Million d'Emplois En Plus
 par l'An 2000
- **AUTRES**
Systeme Bancaire Faible
Problemes de Formation de Capital
Privatisation Tres Lente
Politique de Blocage Vers Le Secteur Prive En Depit De
 La Politique Officielle d'Après la Table Ronde de 1988

1988 PIB PAR SECTEUR (milliards FCFA)



Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

1988 PIB PAR SECTEUR (%)



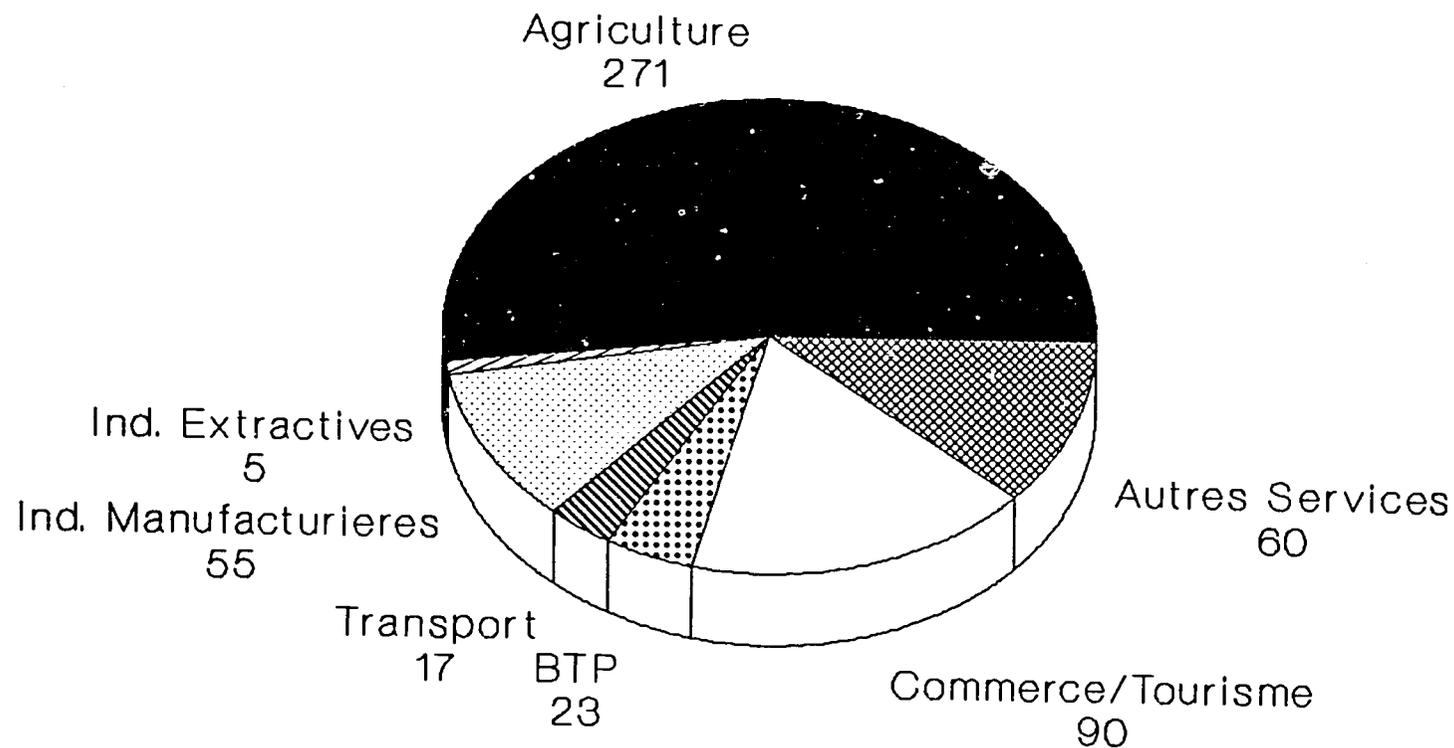
Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

220.

SECTEUR PRIVE DU NIGER (1988)

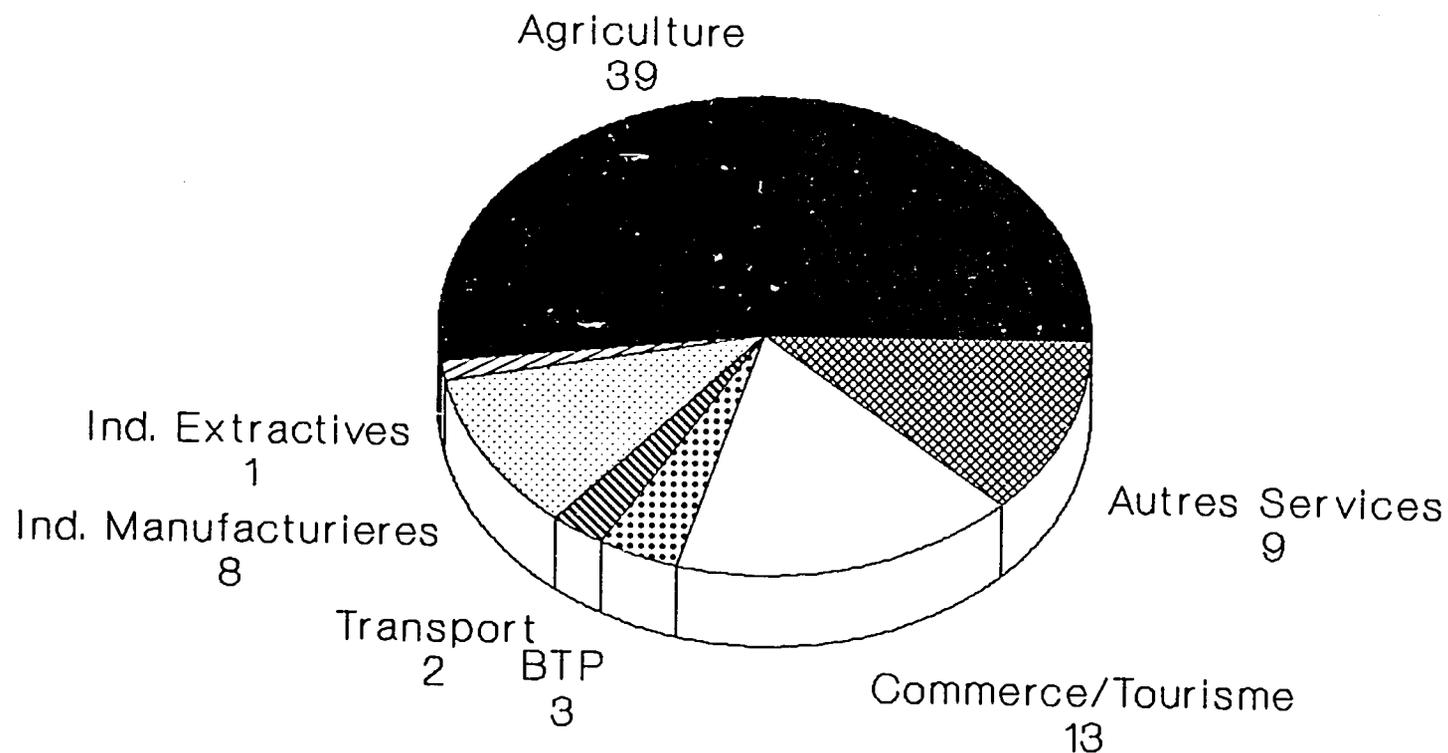
- PIB DU SECTEUR PRIVE:
 - FCFA 522 milliards/FCFA 700 milliards
 - FCFA 496 milliards: secteur informel
 - FCFA 26 milliards: secteur prive formel
 - Secteur Rural: FCFA 272 milliards = 39% PIB
 - Commerce/Rest's/Hot's: FCFA 90 milliards = 13% PIB
 - Divers Services: FCFA 60 milliards = 9% PIB
 - Ind's Manufacturieres: FCFA 55 milliards = 8% PIB

1988 PIB DU SECTEUR PRIVE (mil'ds FCFA)



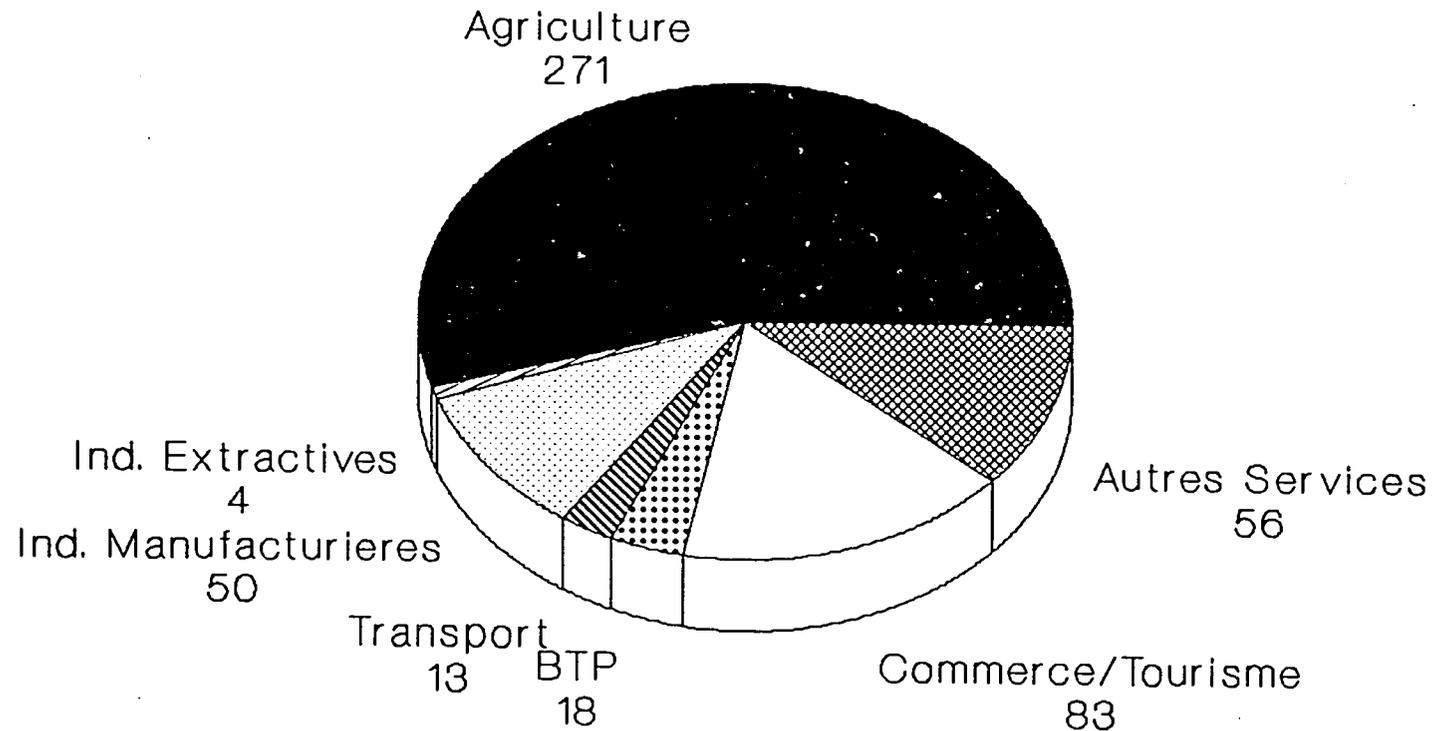
Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

1988 PIB DU SECTEUR PRIVE (%)



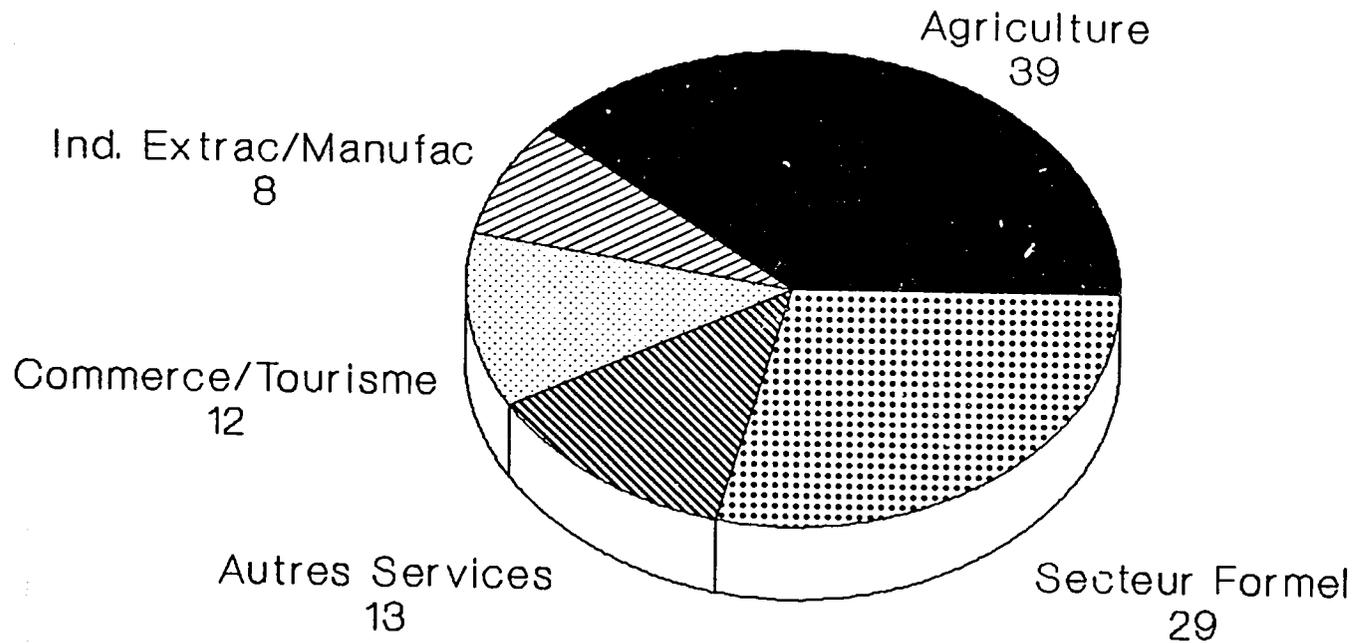
Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

1988 PIB INFORMEL (milliards FCFA)



Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

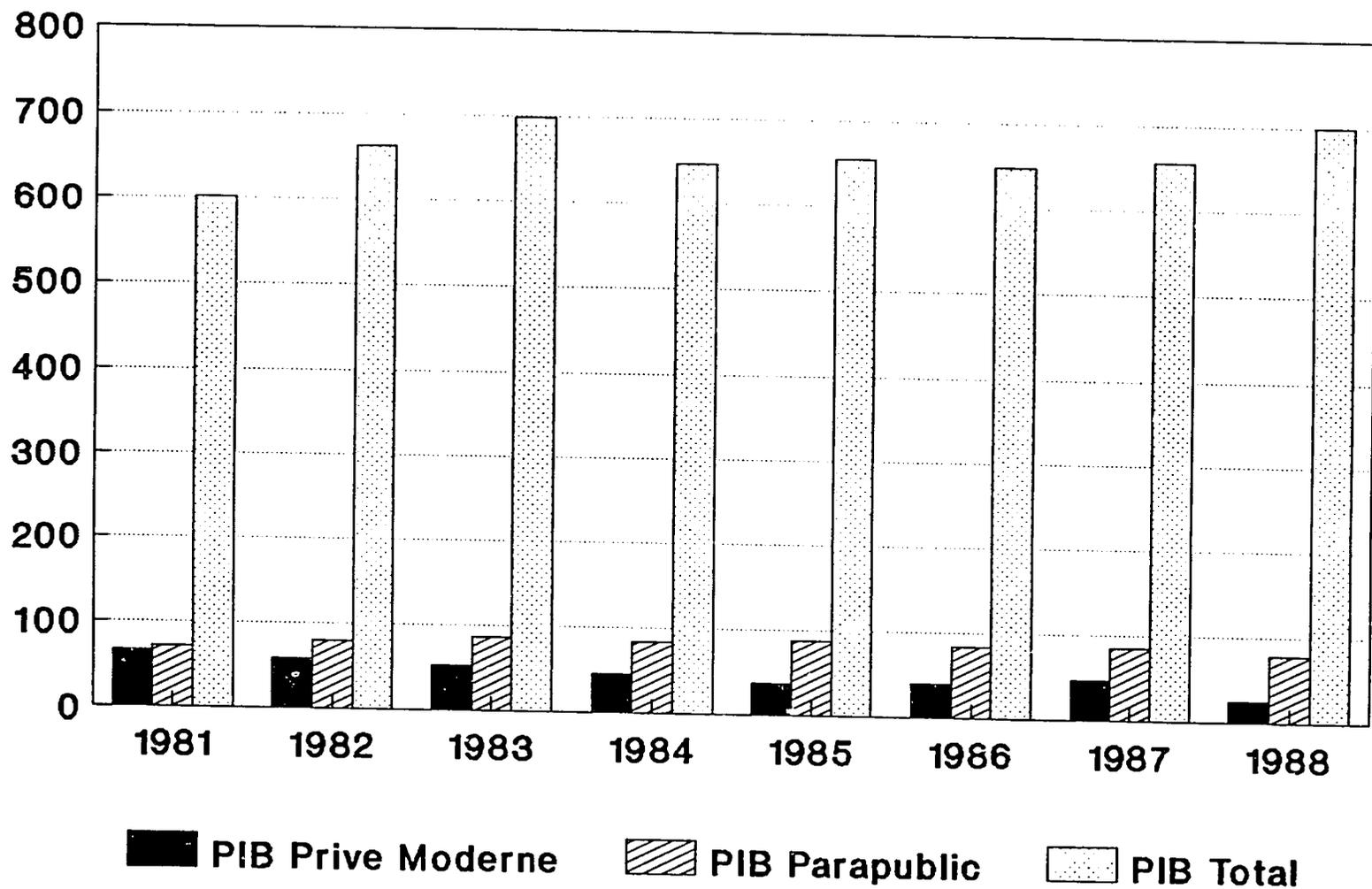
1988 PIB DU SECTEUR INFORMEL (%)



Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

25

PIB PRIVE MODERNE 1981-88 (mill'ds FCFA)

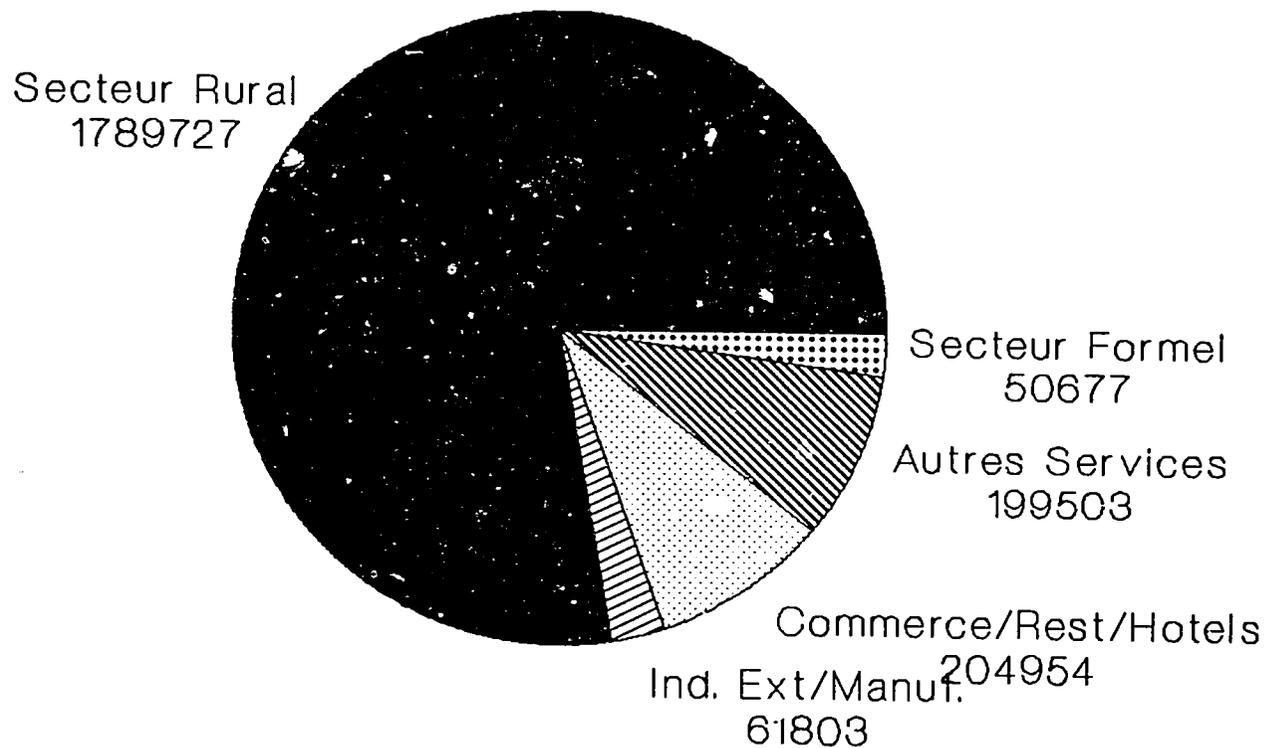


Source: Ann Stat, Comptabilite Nat'le

SECTEUR PRIVE DU NIGER (1988)

- EMPLOI DU SECTEUR PRIVE:
 - 2,271,011 dans le Secteur Prive parmi 2,306,664
 - 2,255,987 dans le Secteur Informel
 - Seulement 15,024-27,900 dans le Secteur Prive Formel
 - Secteur Rural: 1,791,949 - 78%
 - Commerce/Rest's/Hotels: 206,433 - 9%
 - Divers Services: 183,122 - 8%
 - Ind's Manufacturieres: 62,383 - 3%

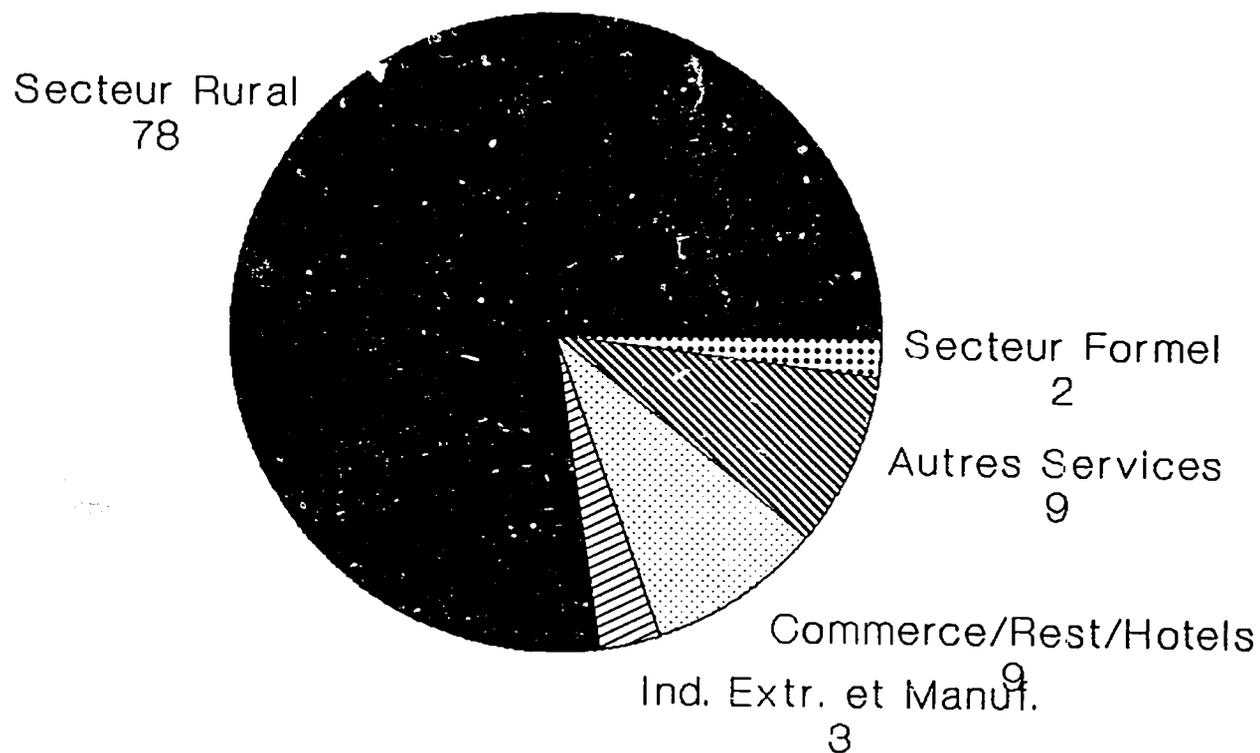
SECTEUR INFORMEL/EMPLOI TOTAL (1988)



Sources: Annuaire Statistique, 1988-89;
Recensement General, 1988;
SPEIN; SCIMPEX

29

1988 SECTEUR INFORMEL/EMPLOI TOTAL (%)

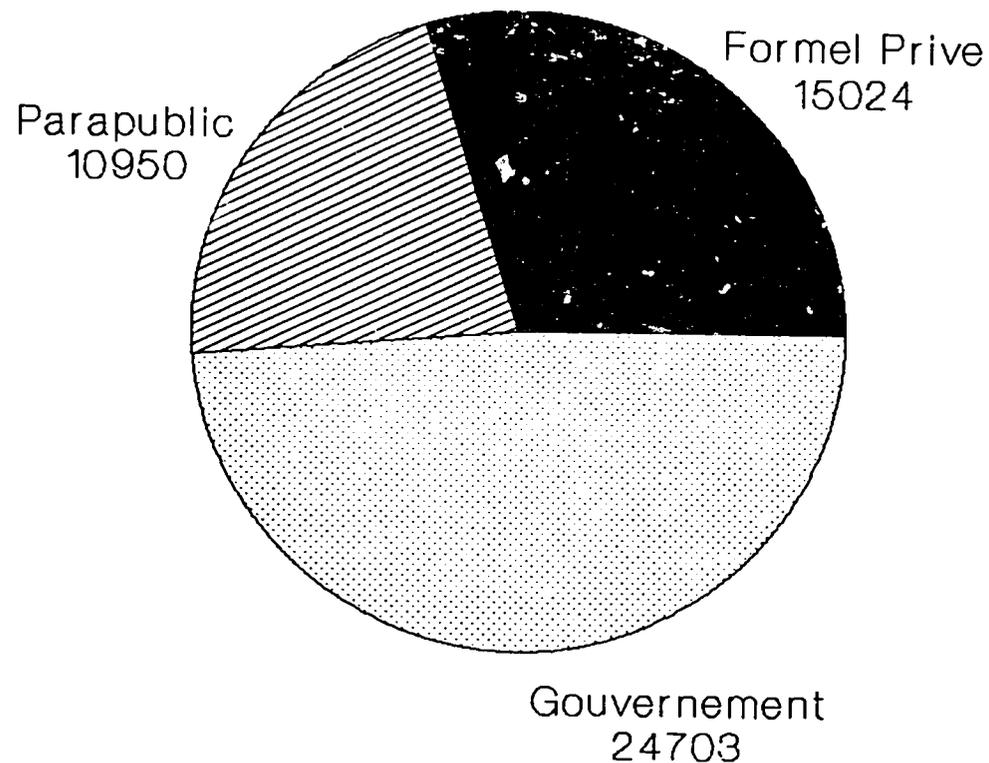


Sources: Annuaire Statistique, 1988-89;
Recensement General, 1988;
SPEIN; SCIMPEX

SECTEUR PRIVE FORMEL

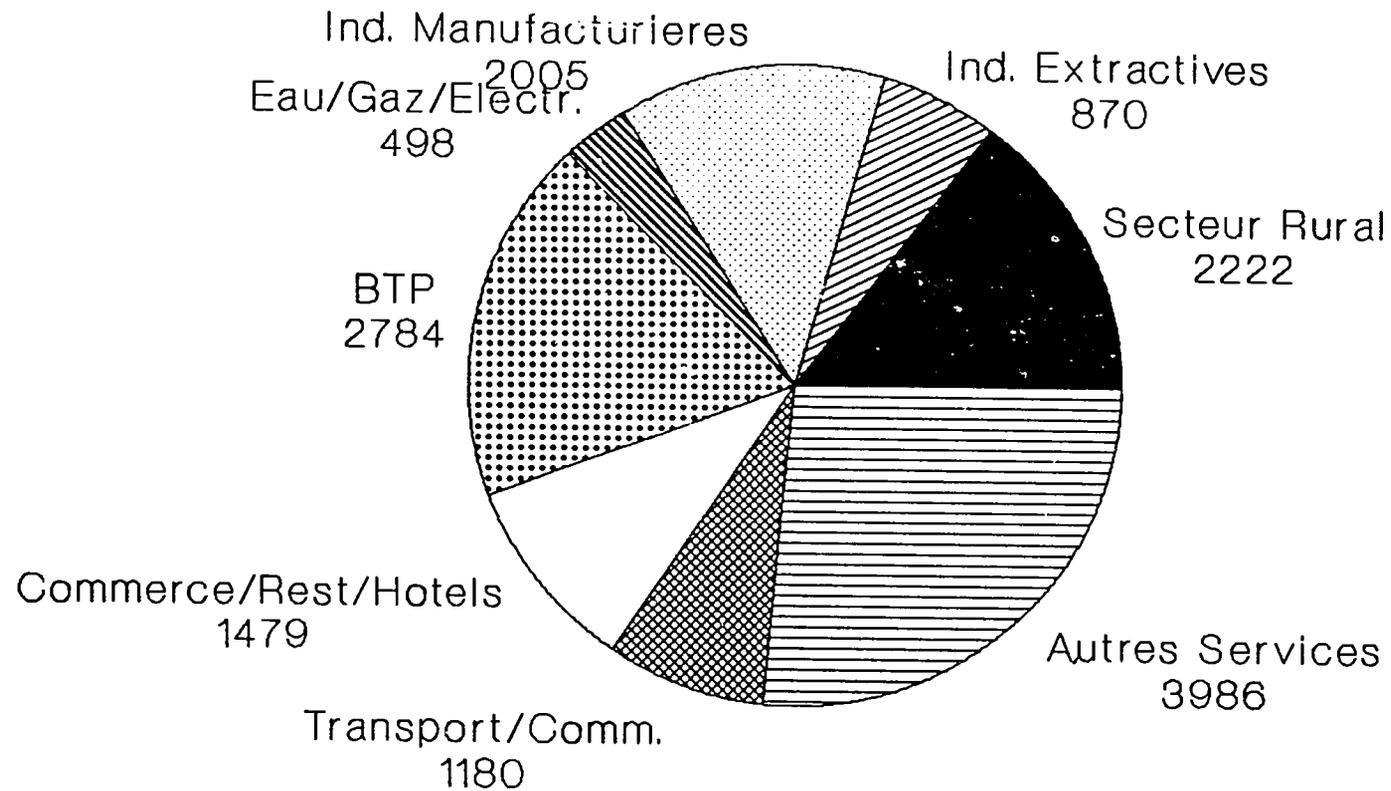
- Secteur Prive "Modern" Tres Faible
- Moins de 4% du PIB: FCFA 25 milliards en 1988
- Moins de 1% d'Emploi: 15,024-27,900 en 1988
- Contribution Faible a l'Assiette Fiscale
- Tendance Negative depuis les Annees 1980
- 421 Entreprises Prive Enregistres en 1987
Plusieurs en Faillite
- Distribution d'Apres Chiffres de 1987:
 - Commerce: 130
 - BTP: 85
 - Ind's Manufacturieres: 53
 - Transport: 29
 - Hoteis/Restaurants: 22
 - Divers Services: 102

EMPLOI AU SECTEUR FORMEL (1988)



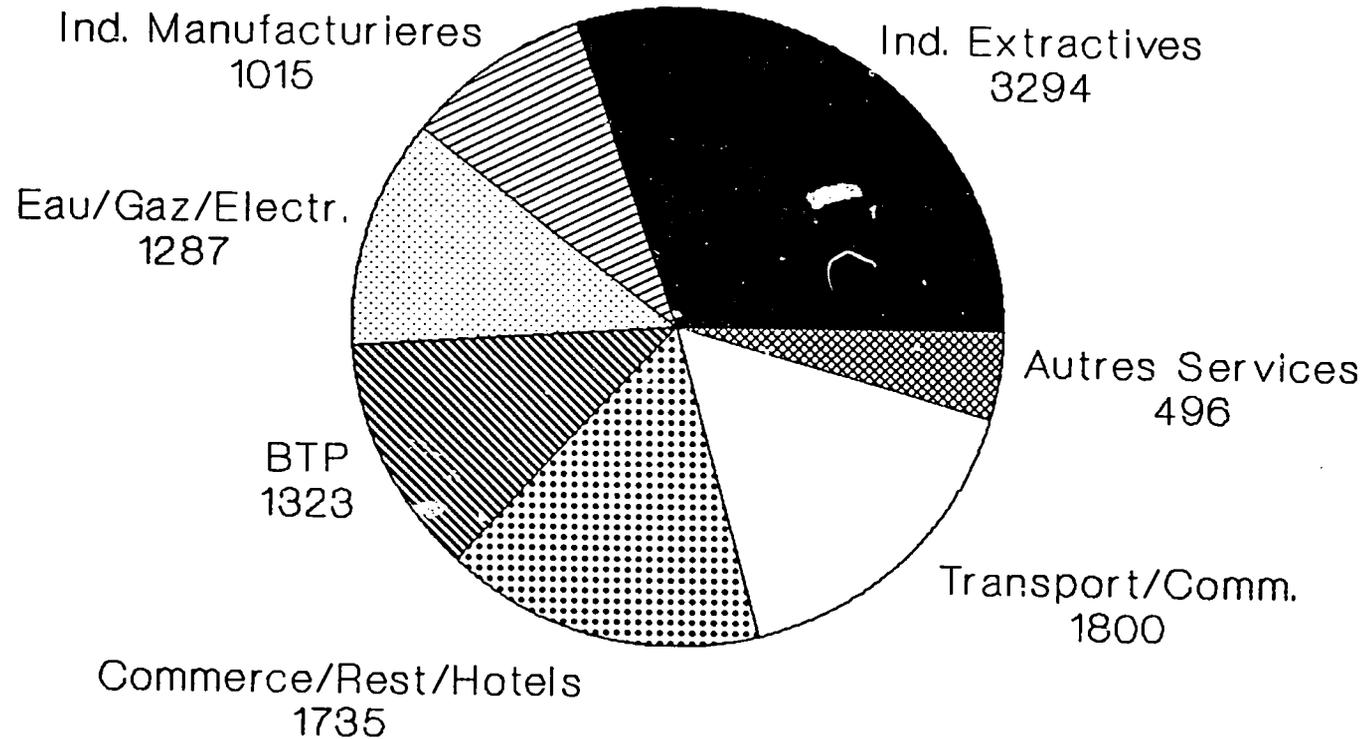
Sources: Annuaire Statistique, 1988-89;
Recensement Generale, 1988;
SPEIN; SCIMPEX

EMPLOI AU SECTEUR PRIVE FORMEL (1988)



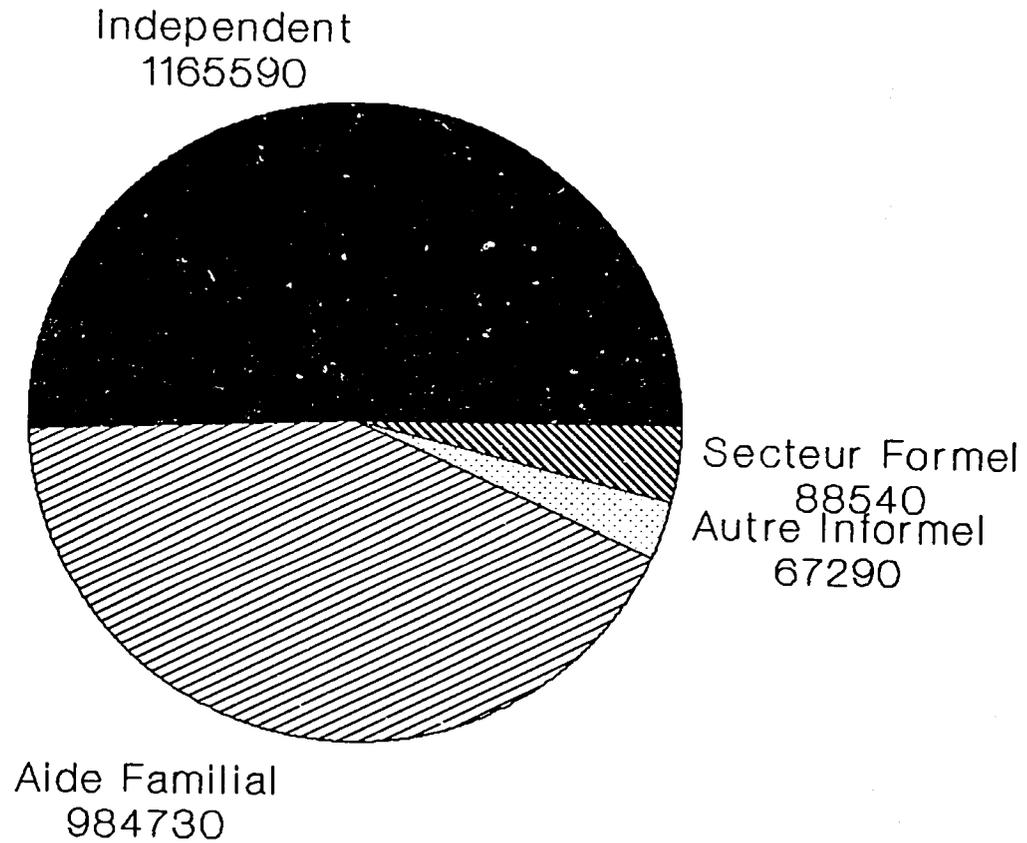
Sources: Annuaire Statistique, 1988-89;
Recensement Generale, 1988;
SPEIN; SCIMPEX

EMPLOI AU SECTEUR PARAPUBLIC (1988)



Sources: Annuaire Statistique, 1988-89;
Recensement Generale, 1988;
SPEIN; SCIMPEX

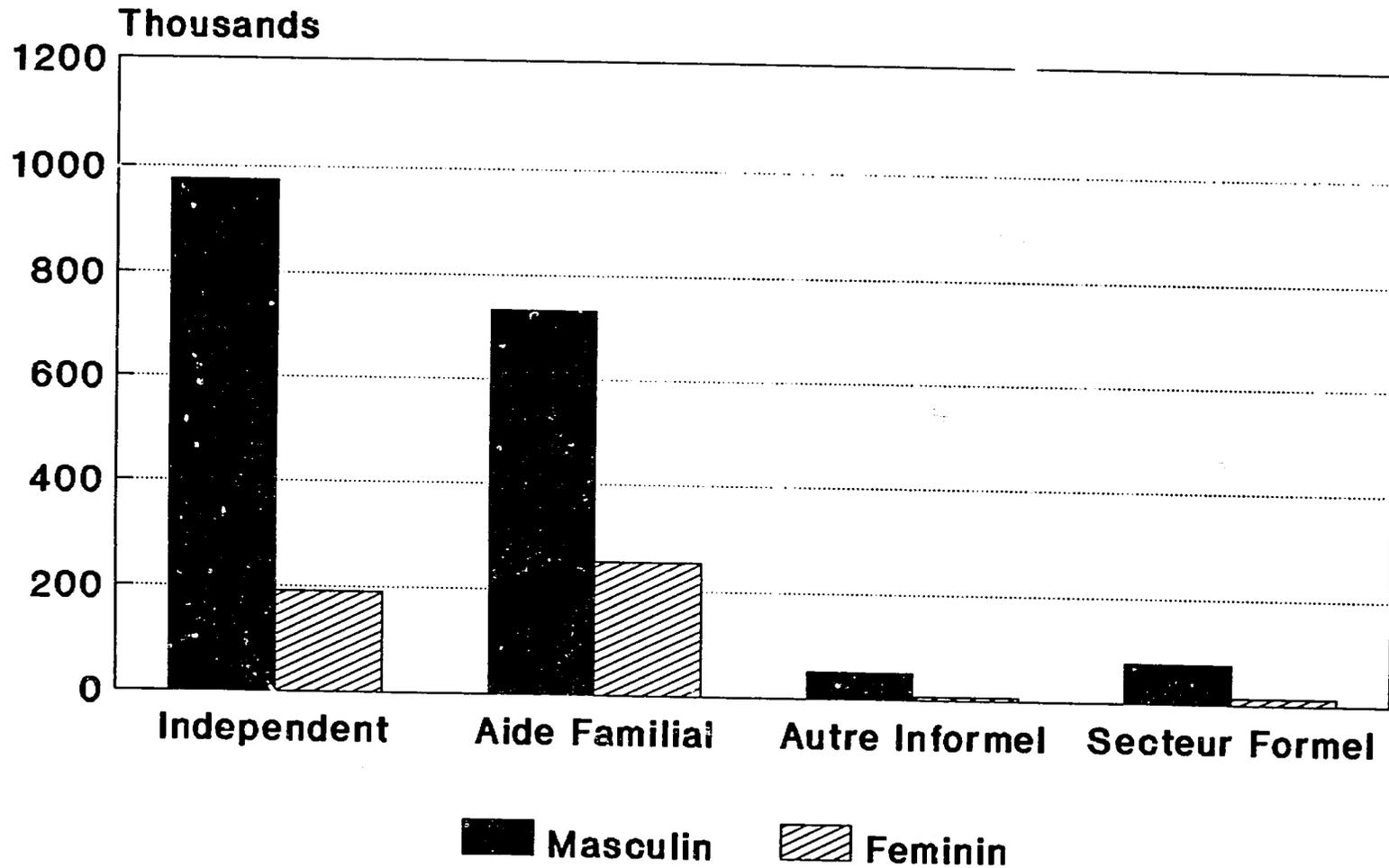
EMPLOI SELON 1988 RECENSEMENT



Source: Recensement General de la Population, 1988

20

EMPLOI PAR SEXE (1988)



Source: Recensement Generale de la Population, 1988

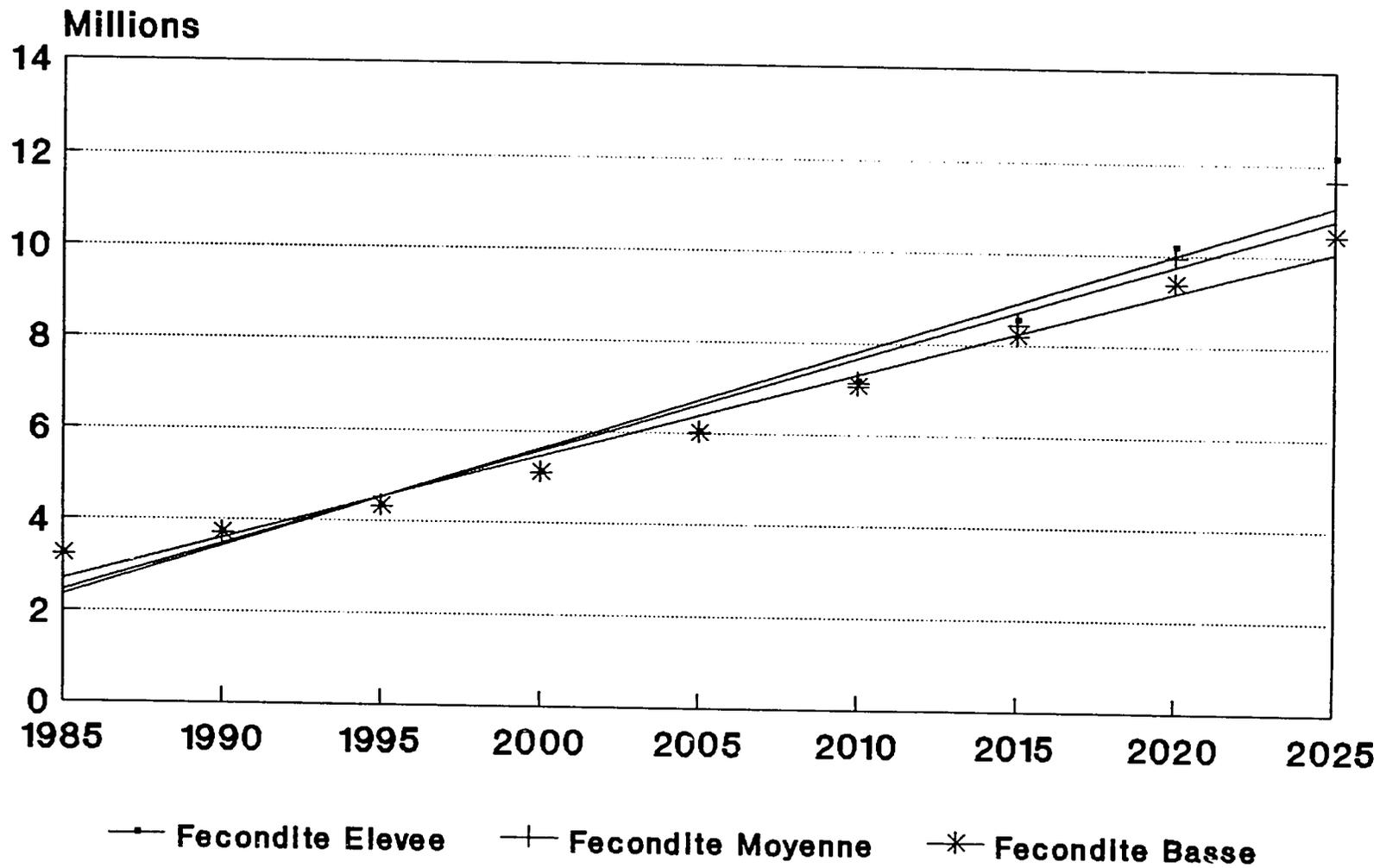
20

POPULATION ACTIVE: 1985-2025

- **Accroissement Enorme Prevu**
- **Population 15-64:**
 - 1990: 3.7 millions
 - 1995: 4.3 millions
 - 2000: 5.1 millions
 - 2005: 6.0 millions
 - 2010: 7.1 millions
 - 2025: 11.7 millions
- **68% Est Active Aujourd'hui: 2.3 millions (1988)**
- **Pour Maintenir le Status Quo (62%),
Il Faut les Emplois Suivants:**
 - 1995: 2.9 millions
 - 2000: 3.5 millions
 - 2005: 4.1 millions
 - 2010: 4.8 millions
- **Il Faudra Creer 1.2 Millions d'Emplois Entre 1988-2000**

1/12

PREVISIONS DE POP. ACTIVE: 1985-2025

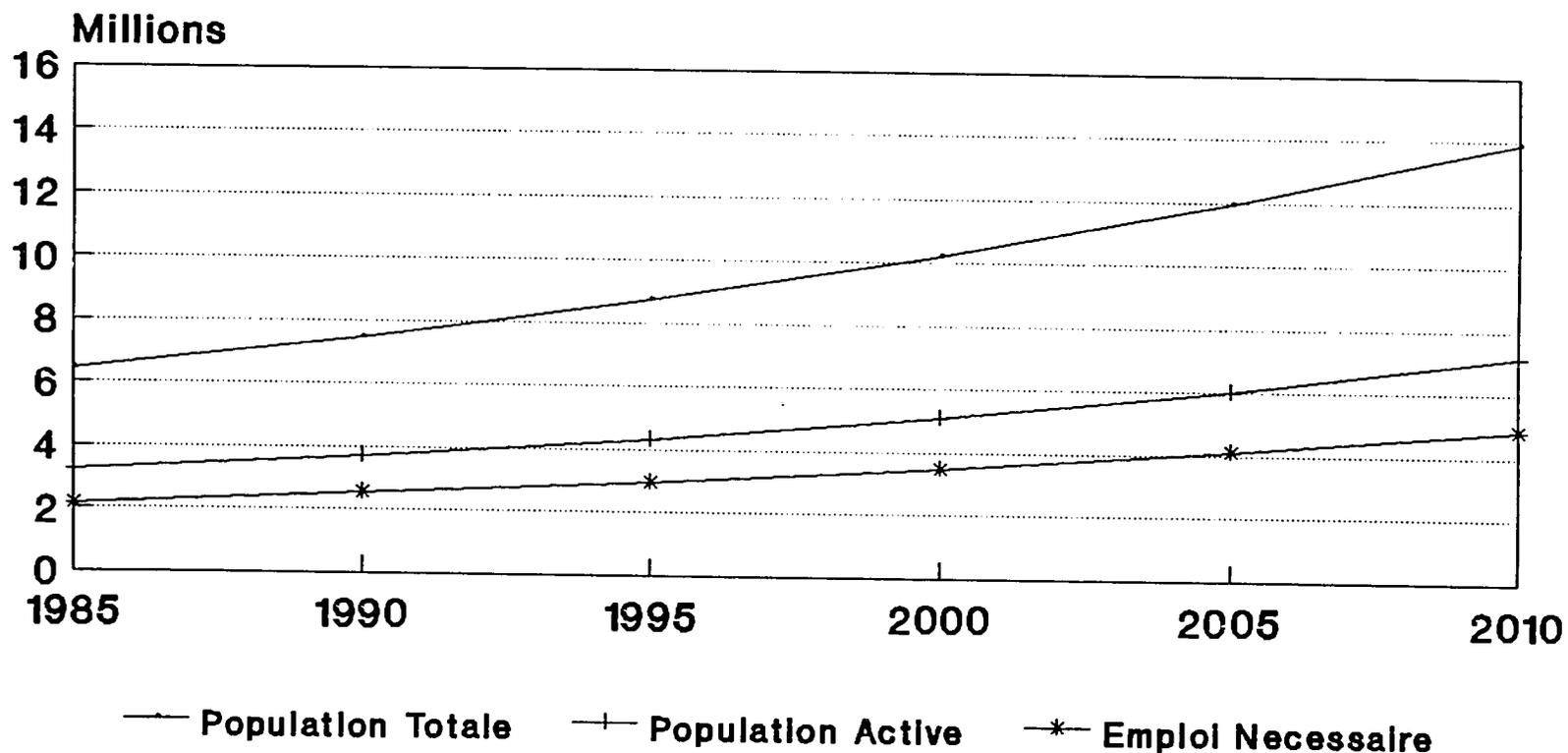


Source: Annuaire Statistique

16

EMPLOI NECESSAIRE

Fecondite Moyenne; 68% de la Population Active (Selon le Recensement General)



Source: Annuaire Statistique, 1988-89
Recensement General, 1988

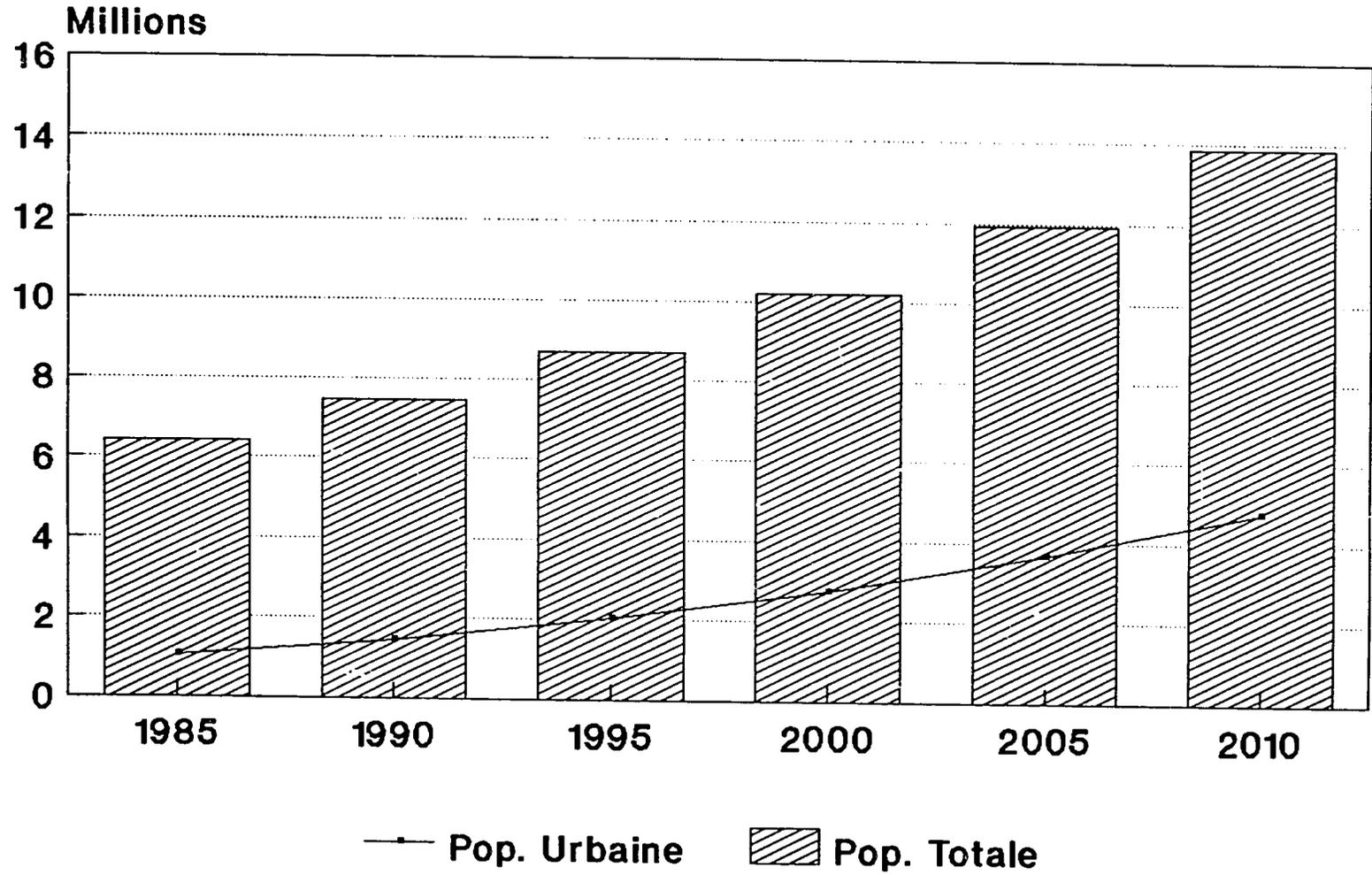
68

POPULATION URBAINE: 1985-2010

- **Accroissement Enorme Prevue**
- **Population Urbaine:**
 - 1985: 1.0 millions ▫ 16%
 - 1990: 1.5 millions ▫ 19%
 - 1995: 2.0 millions ▫ 23%
 - 2000: 2.7 millions ▫ 27%
 - 2005: 3.7 millions ▫ 31%
 - 2010: 4.8 millions ▫ 34%
- **Il Faudra Creer 1.2 Millions d'Emplois Jusqu'au 2000**
- **La Plupart des Emplois Seront Dans les Villes, et Dans les Secteurs Secondaires et Tertiaires**
- **La Faiblesse du Secteur Prive Formel Est Un Grand Defi au Gouvernement a Cause de Ses Problemes Fiscaux et Capacite Limitee des Entreprises Informels et du Secteur Rural Pour Absorber les Chomeurs**

PREVISIONS DE LA POP URBAINE (1985-2010)

Fecondite Moyenne



Source: Annuaire Statistique

50

PROFIL SECTORIEL

- **SECTEUR RURAL**
 - 100% Secteur Prive (PIB)
 - Presque 100% Informel
 - 1988 PIB: FCFA 271 milliards = 39%
 - 1988 EMPLOI: 1.8 millions

- **INDUSTRIES EXTRACTIVES**
 - 11% Secteur Prive (PIB)
 - 1988 PIB: FCFA 44 milliards = 6%
 - 1988 EMPLOI: 5,750

- **INDUSTRIES MANUFACTURIERES**
 - 96% Secteur Prive (PIB)
 - Presque Tout Informel (Artisanat)
 - 1988 PIB: FCFA 57 milliards = 8%
 - 1988 EMPLOI: 63,690 (95% informel; 56% feminin)

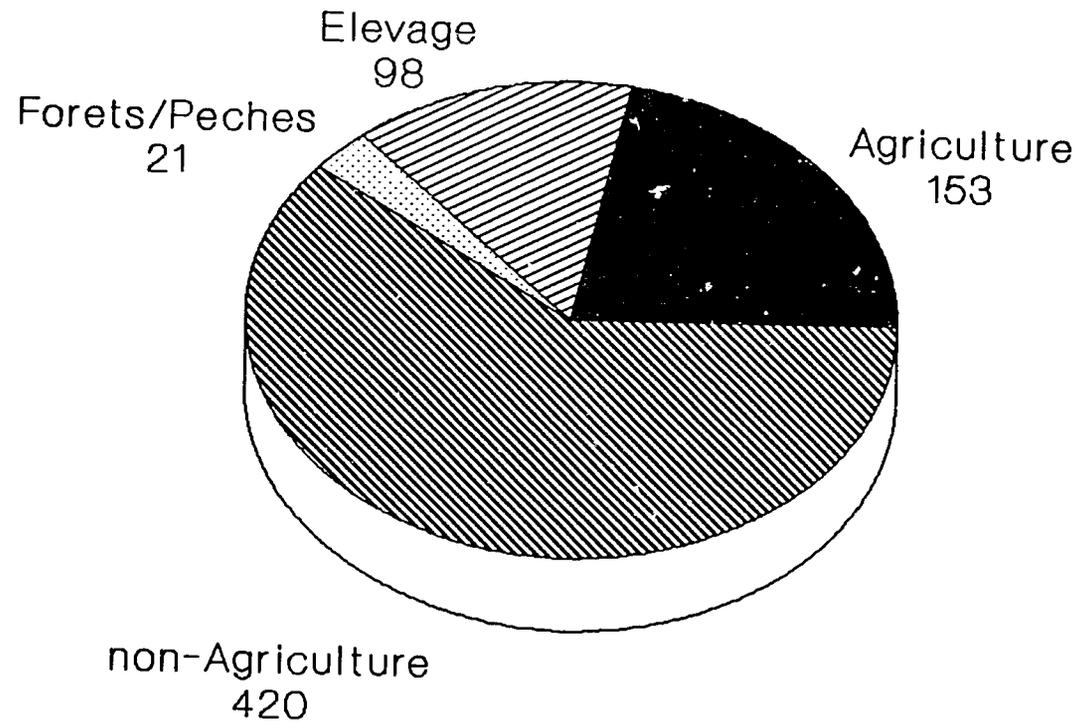
PROFIL SECTORIEL (cont.)

- **EAU/GAZ/ELECTRICITE**
0% Secteur Prive (PIB)
1988 PIB: FCFA 16 milliards = 2%
1988 EMPLOI: 2,914
- **BTP**
92% Secteur Prive (PIB)
1988 PIB: FCFA 25 milliards = 4%
1988 EMPLOI: 14,430
- **COMMERCE/RESTAURANTS/HOTELS**
95% Secteur Prive (PIB)
Presque Tout Informel
1988 PIB: FCFA 57 milliards = 8%
1988 EMPLOI: 208,370 (98% informel; 54% feminin)

PROFIL SECTORIEL (cont.)

- **TRANSPORT/COMMUNICATIONS**
 - 65% Secteur Prive (PIB)
 - 1988 PIB: FCFA 26 milliards = 4%
 - 1988 EMPLOI: 15,734 (68% informel)
- **AUTRES SERVICES**
 - 36% Secteur Prive (PIB)
 - 1988 PIB: FCFA 165 milliards = 24%
 - 1988 EMPLOI: 202,326 (89% informel)

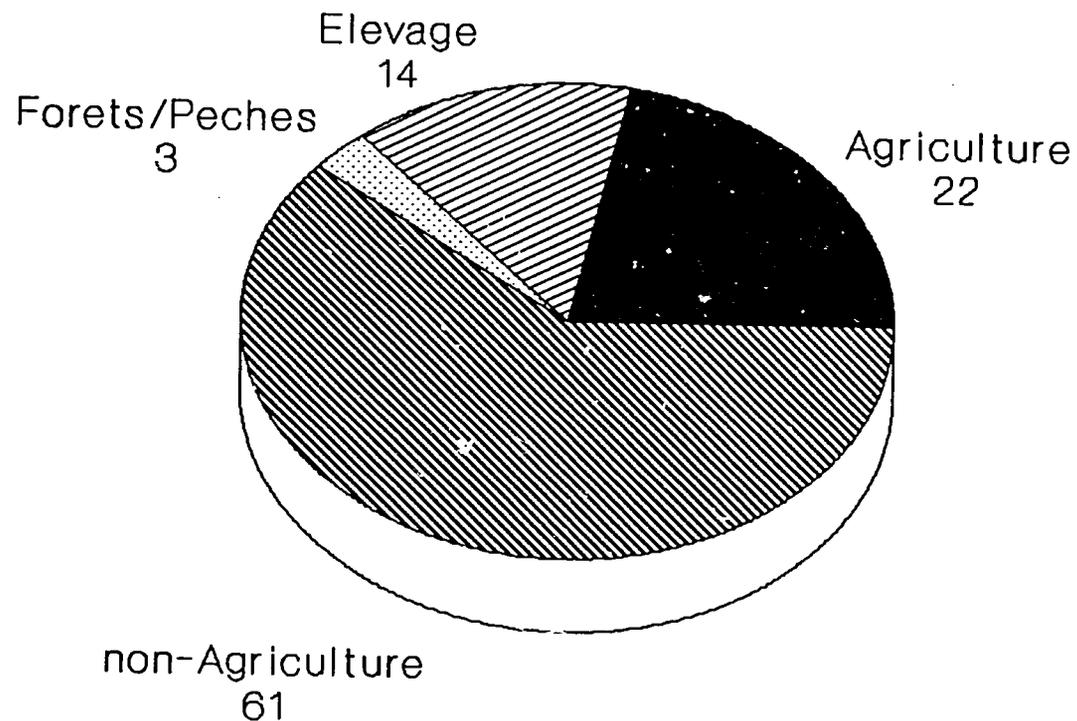
PIB DU SECTEUR AGRICOLE (mil'rds FCFA)



Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

24

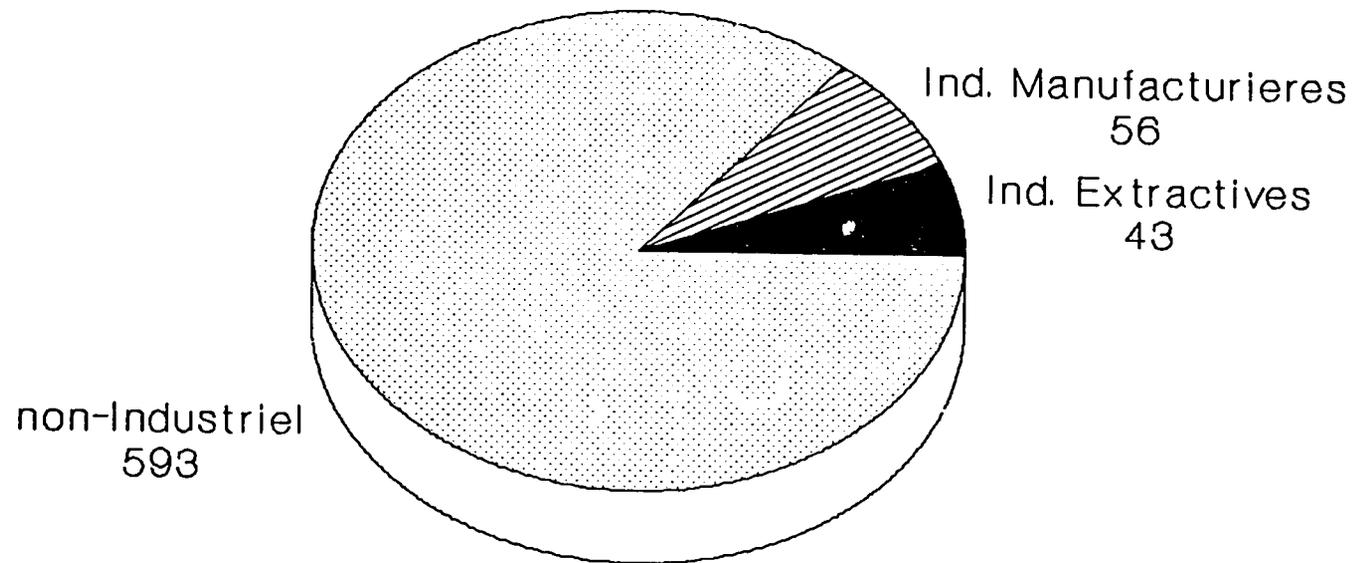
PIB DU SECTEUR AGRICOLE (%)



Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

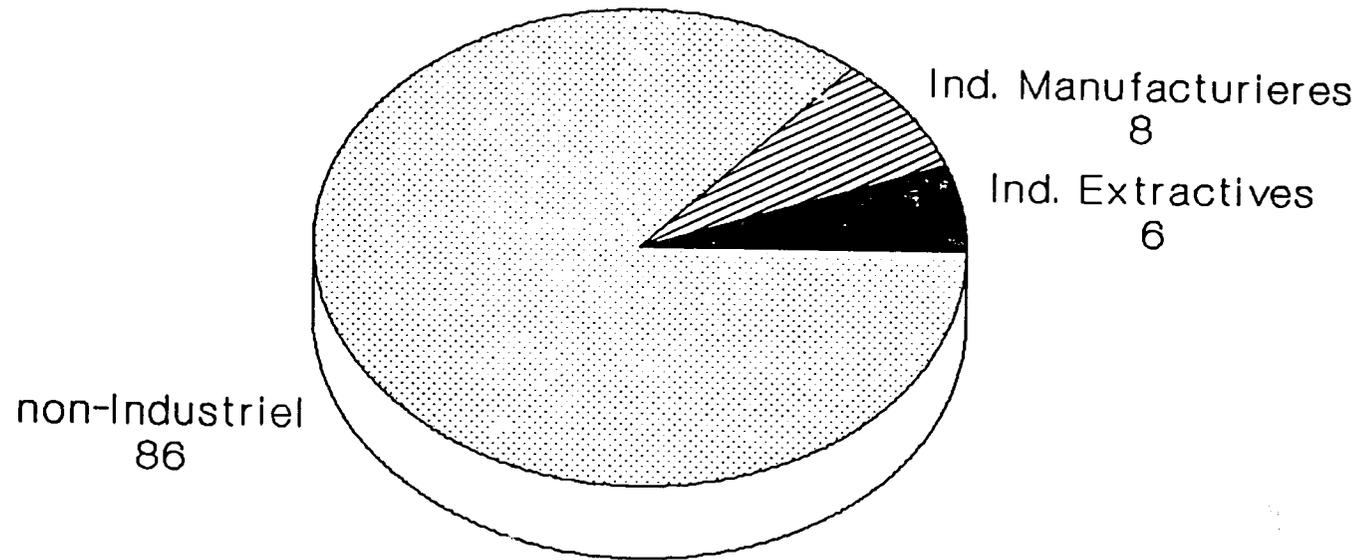
5

1988 PIB INDUSTRIEL (milliards FCFA)



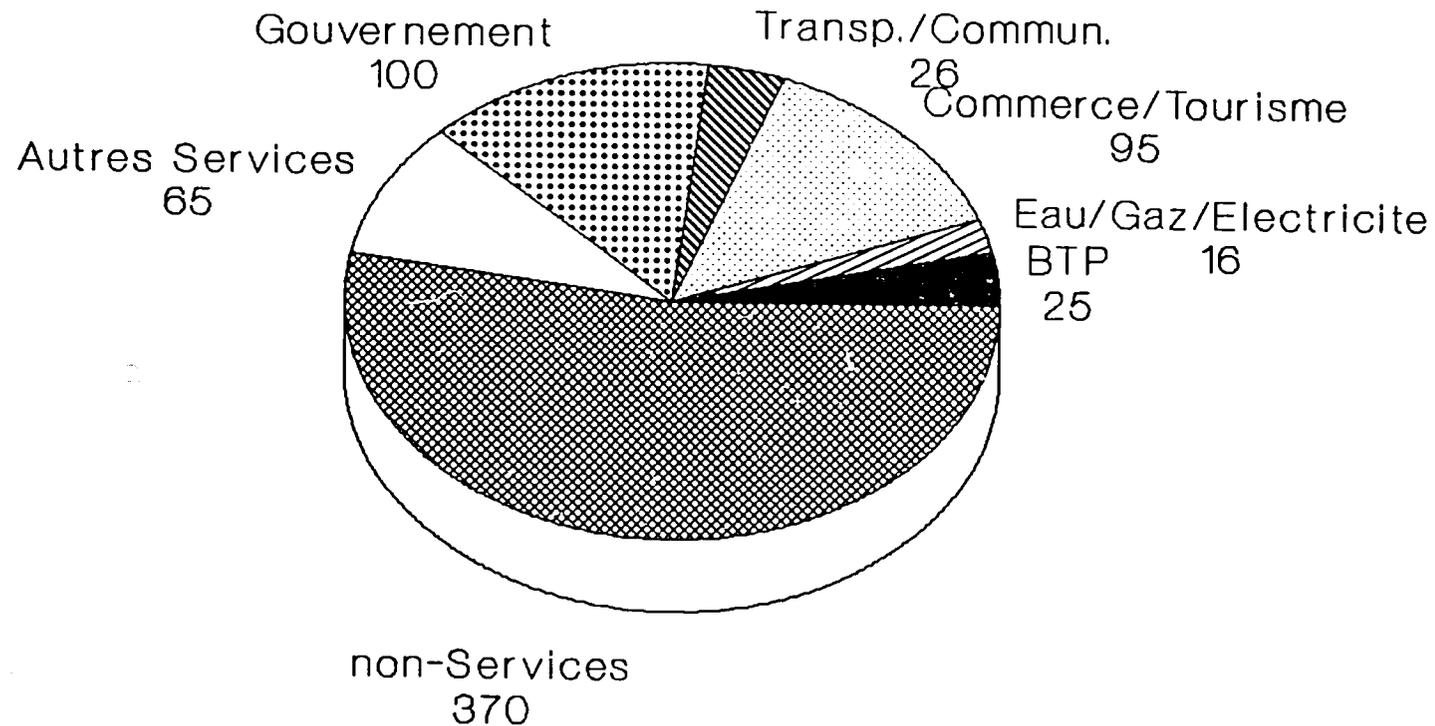
Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

1988 PIB INDUSTRIEL (%)



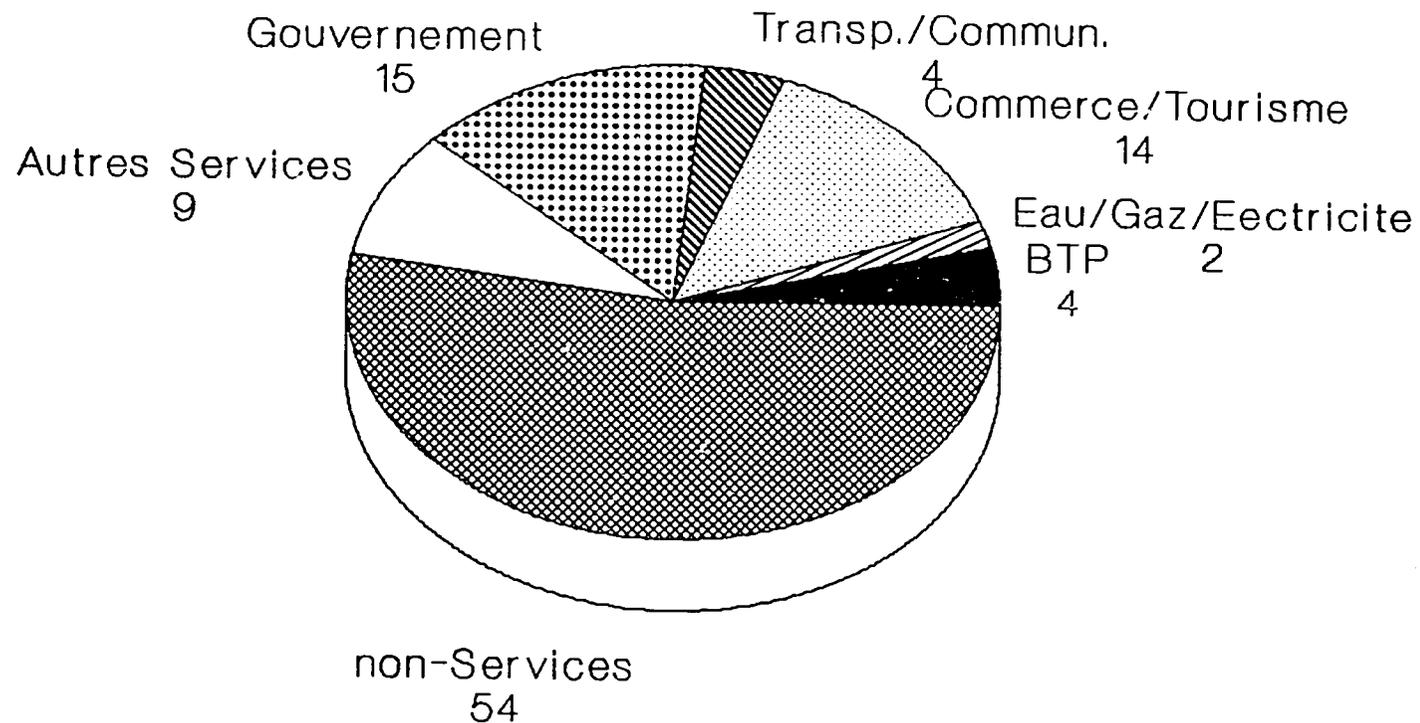
Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

1988 PIB SERVICES (milliards FCFA)



Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

1988 PIB SECTEUR SERVICE (%)

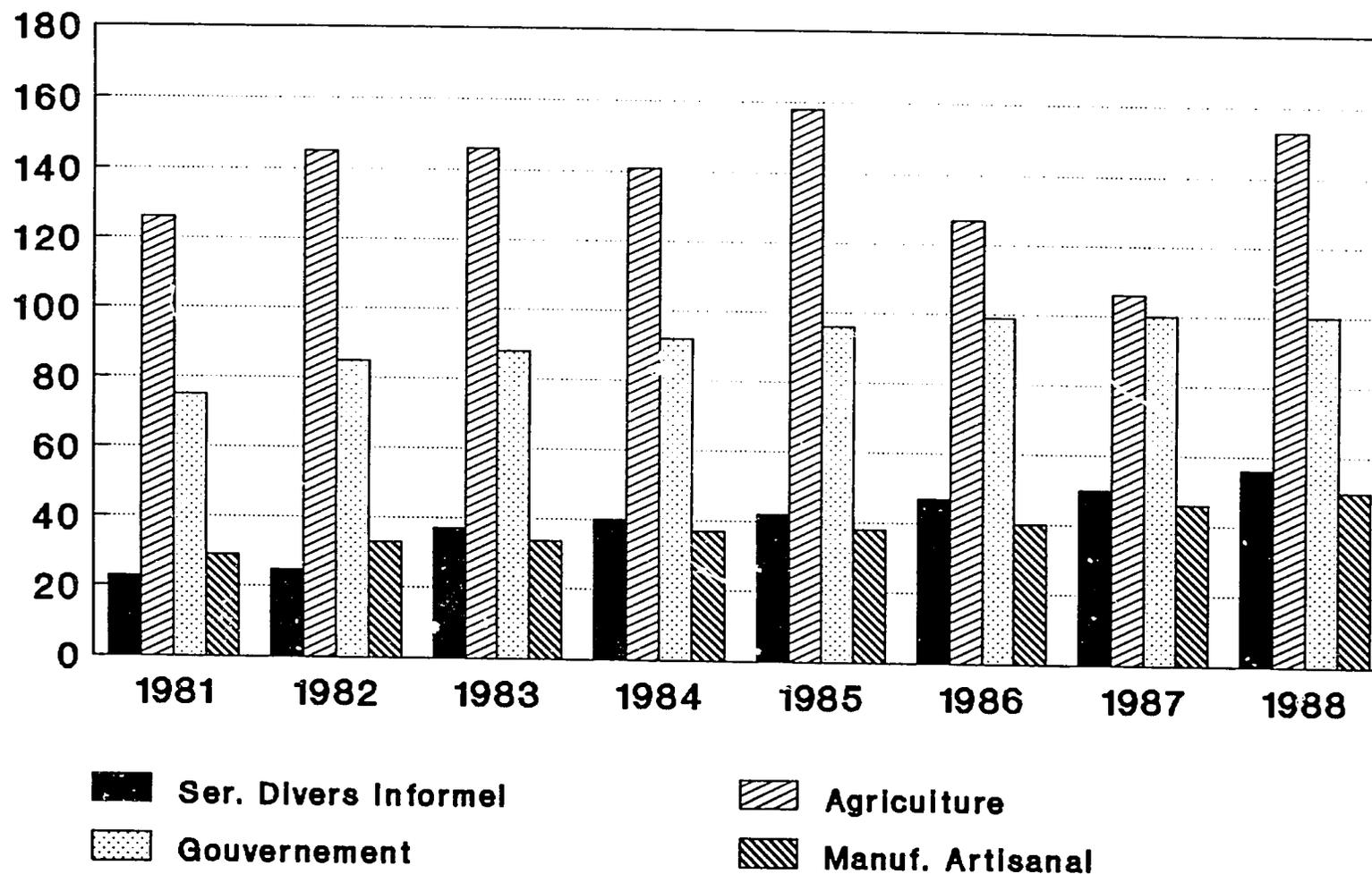


Source: Annuaire Statistique, 1988-1989

INFORMEL v. FORMEL

- **TENDENCE VERS REMPLACEMENT DU SECTEUR FORMEL**
- **Divers Services et Industries Manufacturieres:**
 - Informel: Accroissement de FCFA 54 milliards
entre 1988 et 1981
 - Formel: Decroissement de FCFA 8 milliards
- **BTP, Commerce et Tourisme, Industries Extractives:**
 - Informel: Accroissement de FCFA 21 milliards
entre 1988 et 1981
 - Formel: Decroissement de FCFA 39 milliards

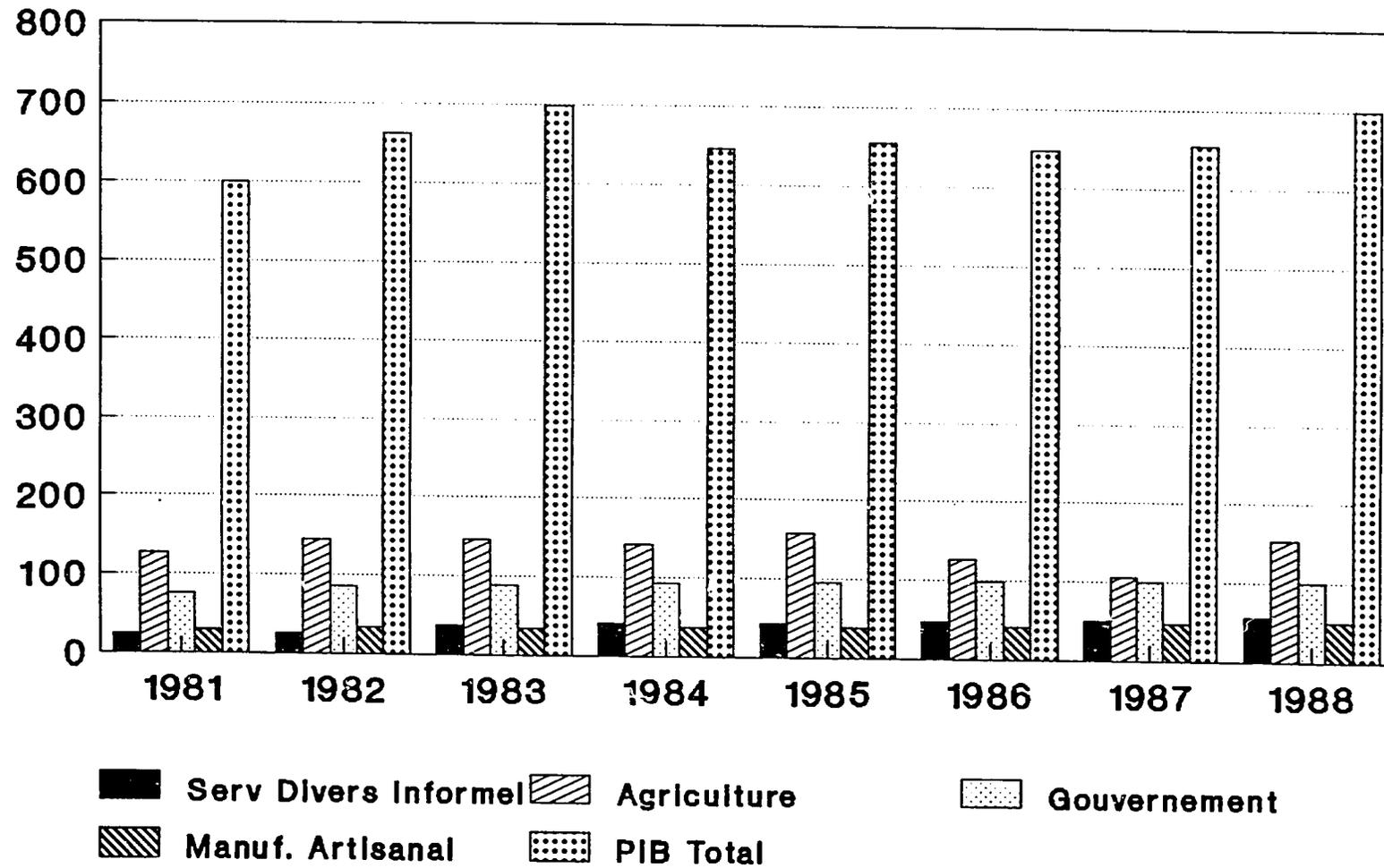
SECTEURS EN CROISSANCE (mil'ds FCFA)



Source: Ann. Statistique

57

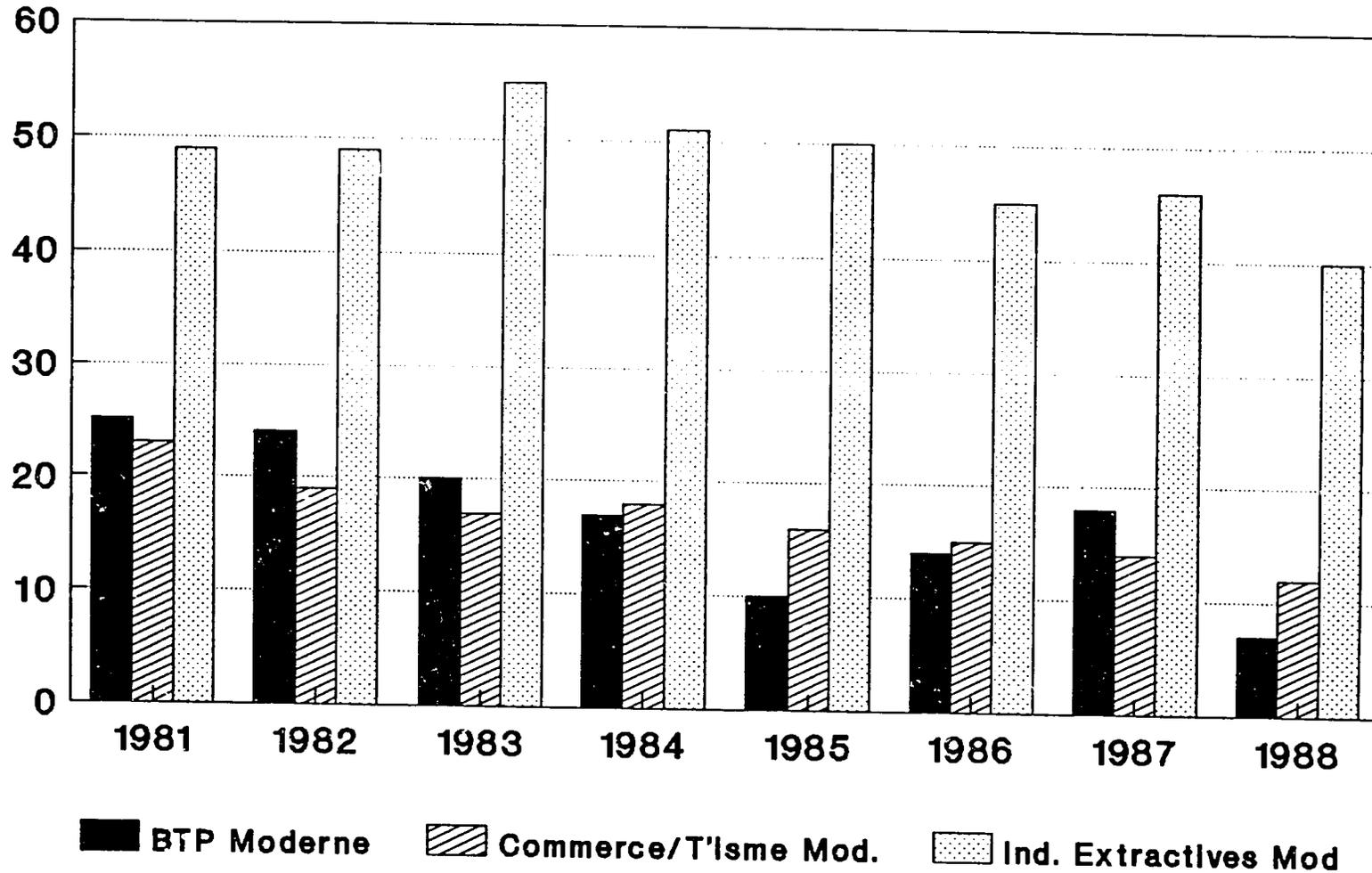
SECTEURS EN CROISSANCE (mil'ds FCFA)



Source: Ann. Statistique

57

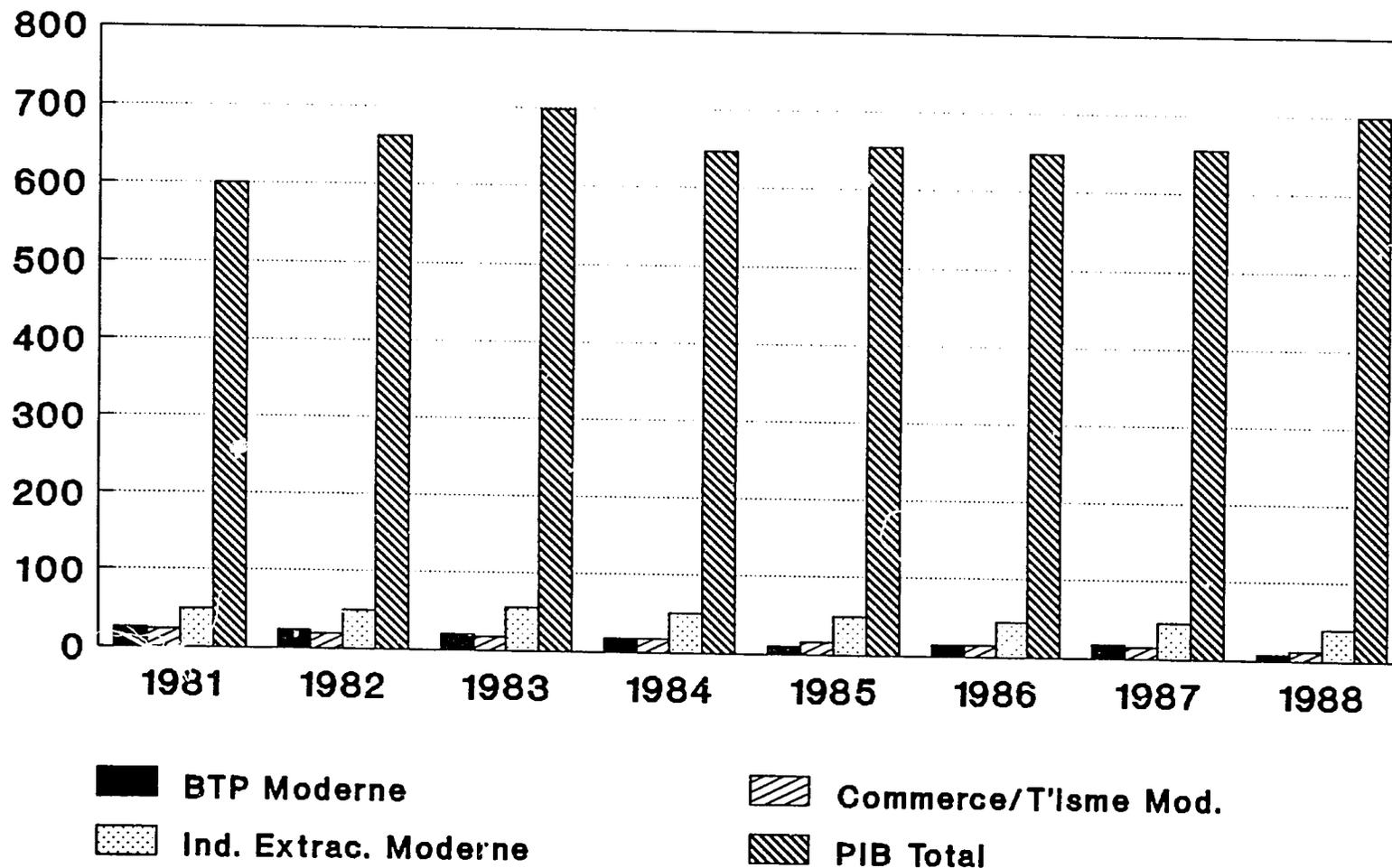
SECT'S EN DECROISSANCE: 1981-88



Source: Ann. Statistique

53

SEC'S EN DECROISSANCE/PIB TOTAL



Source: Ann. Statistique

54

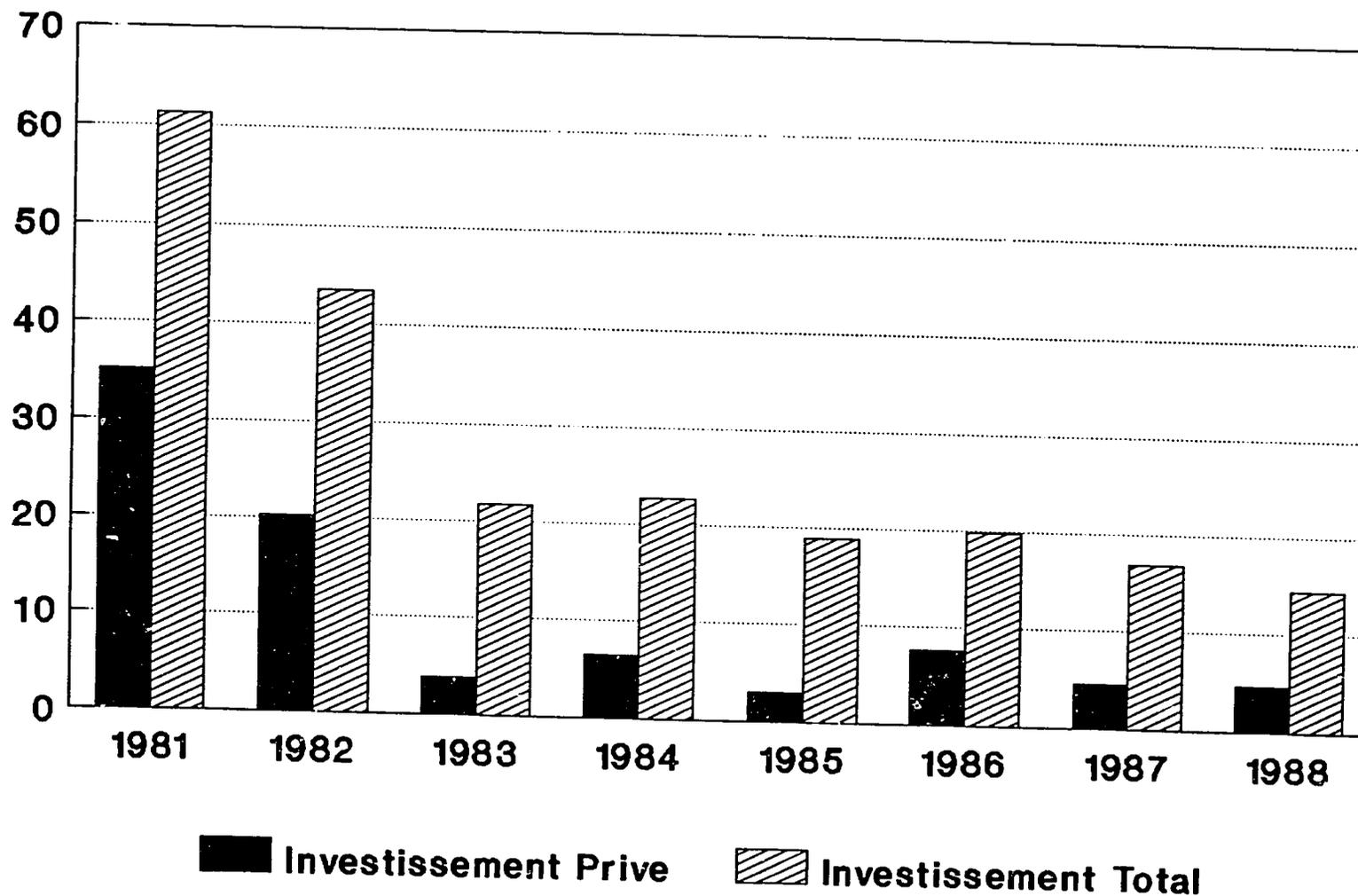
PRIVATISATION

- **TRES PEU DE PROGRES EN FACE DE PRIVATISATION**
 - Environnement d'Investissement Difficile
 - Programme Dirigiste du Gouvernement
 - Informatique, Comptabilite et Valuation
 - Marche/Pouvoir d'Achat Nigerien Limite
 - Manque de Gestion Professionel
 - Probleme de Capitale
 - Absence du Secteur Prive Formel
 - Code de Travail

- **INVESTISSEMENT PRIVE NUL**
 - Diminution Pendant les Annees 1980
 - 1981: FBCF 61 milliards dont FCFA 35 milliards du Secteur Prive
 - 1988: FBCF FCFA 14.5 milliards dont FCFA 5 milliards du Secteur Prive
 - Diminution Dans les Secteurs Suivants:
 - Transport (FCFA 18 milliards)
 - Commerce/Tourisme (FCFA 9 milliards)
 - Ind. Manufacturieres (FCFA 3 milliards)

5

INVESTIS'T PRIVE: 1981-88 (mil'ds FCFA)



Source: Ann Stat, Comptabilite Nat'le

SYSTEME BANCAIRE

- **LE SYSTEME BANCAIRE NE FONCTIONNE GUERE**

 - BDRN en Faillite

 - 44% des Credits du Bilan Consolide sont Litigieux et non-Performants

 - 94% des Credits sont a Courte Terme

 - 54% des Credits sont aux Commerçants (Gros et Detail)

 - Peu de Credit pour les Investissements a Moyenne ou a Longe Terme

 - L'Epargne Tres Bas et Credit Trop Cher

 - Tontines et Systeme Informel Plus Dynamique

- **Besoins du Systeme:**

 - Taux d'Interets Liberalise (Credit et Epargne)

 - Systeme Bancaire Rural Hors de l'UMAO

 - Systeme Bancaire Urbain Semi-Formel pour Promouvoir d Petits et Moyens Entreprises

 - Formation des GIEs

5.

ORGANISATIONS DU SECTEUR PRIVE

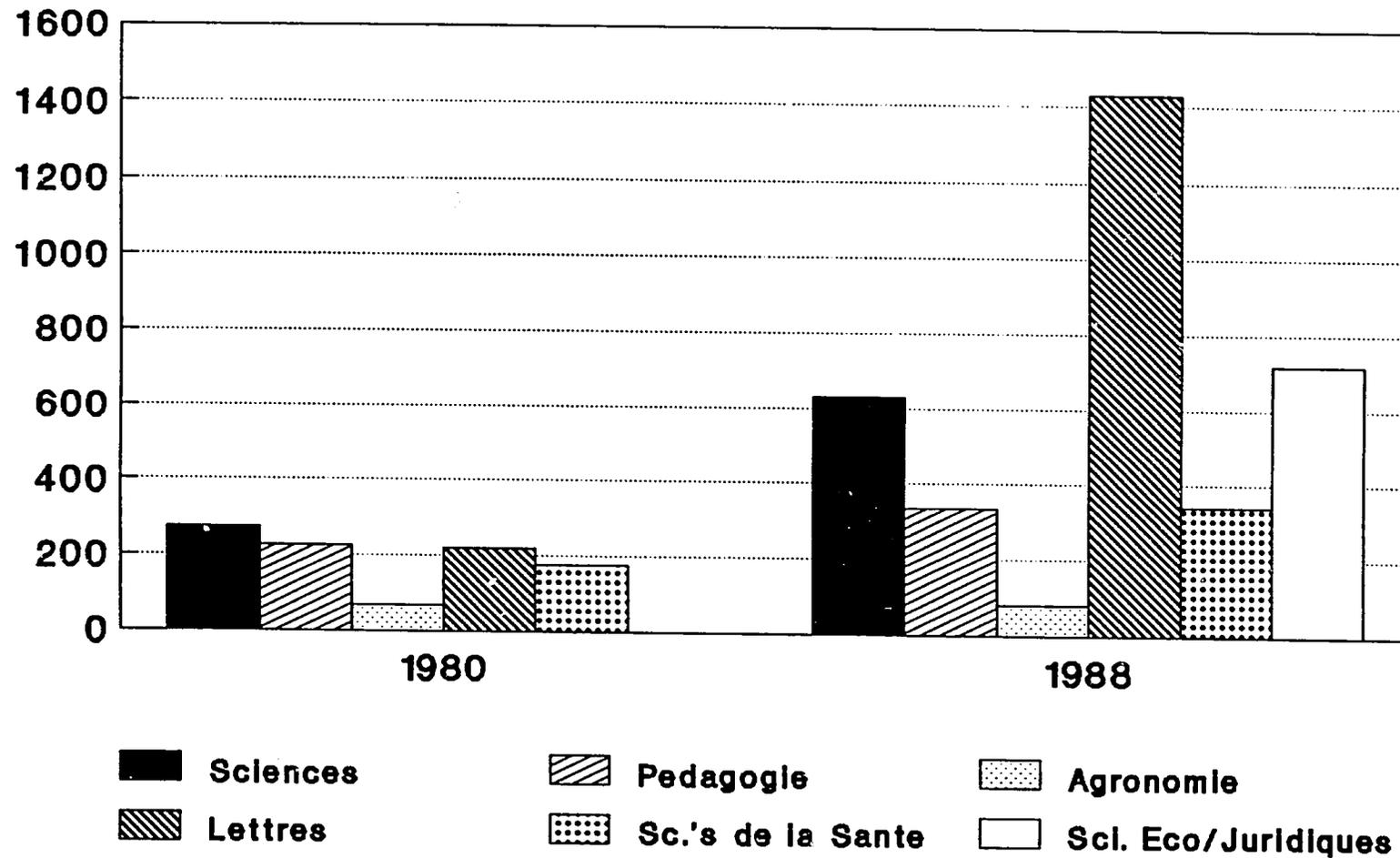
- **Chambre de Commerce**
 - Pas de Volonte du Secteur Prive
 - Branche du Gouvernement (Effectifs, Gestion)
 - Abonnement Obligatoire pour Secteur Formel

- **Autres**
 - Problemes d'Enregistrement
 - Approbation Tardive du Gouvernement
 - Interdiction d'Activites
 - Manque d'Interet comme Consequence
 - Manque de Ressources Financieres

- **Conclusion: Manque d'Organisation Representative**
 - Renforcement du Secteur Informel

UNIVERSITAIRES SELON FACULTE

Universite de Niamey



Source: Annuaire Statistique

1989